Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 48 - Décembre 2013

Certaine mobilisation ou mobilisation certaine ?

Nous avons toujours affirmé que nous ne faisions pas de politique ; c'est une bonne chose et c'est ce qui nous rend crédibles dans nos différents engagements vis-à-vis de la population roumaine. Mais il arrive des moments où la situation politique du pays nous rattrape et nous interpelle… Voilà des semaines et des semaines que des dizaines de milliers de Roumains manifestent contre les orientations politiques du gouvernement et contre ce qu'ils considèrent, dans le meilleur des cas, comme un manque de transparence et, dans le pire, comme une manipulation programmée, cachée par ce manque de transparence systématique.

D'ici, il n'est pas toujours facile de se faire une idée concrète de ce qui se cache réellement derrière ces différentes manifestations de protestation et/ou de revendication, car on n'en parle pratiquement pas dans nos médias, et ceux qui en parlent le font souvent d'une façon superficielle ou se réfugient derrière des clichés véhiculés par les représentants des différentes organisations privées et/ou des organismes publics en place. Mais ce qui est certain est que la population roumaine en a assez de se faire « balader » par les uns et par les autres. Elle s'est réveillée et ne s'en laisse plus compter… La société civile se met en place et on passe progressivement d'une certaine mobilisation de la population à sa mobilisation certaine contre tous ceux qui veulent passer par-dessus les lois, fussent-ils du gouvernement ou du Parlement, qui bafouent les droits les plus élémentaires des personnes, droits garantis par la Constitution.

Nous avons eu un long entretien avec une Roumaine, économiste de formation, qui travaille comme assistante à l'Université de Lausanne. Elle suit depuis longtemps la saga de Roşia Montană, à la source de cette effervescence populaire et qui s'étend progressivement au gaz de schiste. Elle a accepté de nous donner son analyse et son point de vue sur la situation actuelle qui prévaut dans le pays. Les éléments qu'elle nous apprend – parfois très peu connus ! – nous laissent songeurs, voire sans voix sur la gravité de la situation provoquée et les déficits importants de la Roumanie comme Etat de droit…

Nous ne faisons pas de politique politicienne, mais notre mouvement OVR n'est-il pas, en soi, une opposition politique contre le système dévoyé de Ceauşescu de l'époque ? N'y a-t-il pas un parallèle à établir entre notre mouvement et les protestations actuelles des manifestants contre un régime qu'ils jugent dévoyé lui aussi ? La réponse coule de source ! C'est pourquoi nous accordons à cet entretien une place importante.

Il est à souhaiter que le réveil du peuple roumain ne s'essouffle pas et que les manifestants tiennent bon pour faire entendre leur voix en dehors de toute récupération partisane.

Il est à souhaiter aussi que les responsables politiques aient la sagesse de tenir compte de l'avis de la société civile et des différents organismes qui défendent les nombreux aspects de la vie sociétale, qui inclut aussi bien la vie sociale que la vie économique du pays.

Hubert ROSSEL

S o m m a i r e

- **Edito**
  Certaine mobilisation ou mobilisation certaine ?
- **Programme de coopération Suisse-Roumanie**
  Point de la situation du projet « Pompiers »
- **Roşia Montană et les mouvements d'opposition**
  Entretien avec Andreea Piloiu
- **Marc Aymon - Tournée 2013 en Roumanie**
  Le chanteur suisse au Pays des Villages roumains
- **Projet « Pompiers »**
  Les actions continuent
- **Coin bibliothèque**
- **Nouvelles de Roumanie**
- **Site Internet**

Textes : Mmes & MM. Julia BEURQ, Francisc GIURGIU, Andreea NEFERU, Andreea PILOIU, Christophe PRAZ, Pascal PRAZ, Vera & Hubert ROSSEL
Photos : Christiane BÉGUIN, CSI Martigny, Pierre LEBACQ, Vera & Hubert ROSSEL, www.http://2.bp.blogspot.com
Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

Secrétariat : Rose-Marie Koch, Ch. Blancherie 12, CH-1023 Crissier – Tél. +41 (0)21 634 76 26 – Fax : +41 (0)21 634 98 14
E-mail : rosemarie.koch@sunrise.ch – Internet : www.ovr-suisse.ch – CCP 10-19467-4

Programme de coopération Suisse-Roumanie

Point de la situation du projet « Pompiers »

Le projet de l'action « Pompiers », a débuté au mois de juin dernier avec le versement d'une première tranche de financement, qui nous a permis de lancer les premières actions (inauguration de la Vitrine du pompier suisse au Musée des pompiers de Bucarest, inauguration du centre régional de Crucea, tournée de Marc Aymon, dotation complémentaire pour le centre pompiers d'Oltina, etc.).

Beaucoup de temps pour la paperasse…

Un peu prévisible mais, surtout, malheureusement inévitable, une part importante du temps consacré à cette action, par Francisc Giurgiu principalement, concerne l'aspect administratif lié au projet soutenu par le « Programme de coopération Suisse-Roumanie »… avec le sentiment que tout, en Roumanie, est plus compliqué que chez nous en ce qui concerne l'administration…

Notre projet est probablement atypique avec du matériel récupéré et transporté, mais aussi basé principalement sur le bénévolat et la générosité. Et quand on donne de son temps sans compter, on a parfois un peu de peine à comprendre toute l'importance que peut prendre une nuance de rouge, quelques centimètres de moins dans un logo ou la forme de présentation d'un tableau Excel que l'on a préparé, avec tout son cœur, un soir à la maison sur son temps libre.

Et pourtant, tout ce travail bénévole, toute cette générosité des pompiers, apportent une plus-value incroyable à ce projet et donnent, au Programme de coopération Suisse-Roumanie, sa signification au terme *coopération*.

Collaboration et visibilité

La collaboration avec les partenaires de la Contribution suisse (Bureau de la contribution à Bucarest et responsables de la FDSC) est bonne et quelques rencontres ont permis d'échanger sur quelques questions, et de régler quelques détails, et, ainsi, de se lancer ensemble, avec motivation, dans ce projet pour trois ans…

Un point qui revient souvent dans la discussion est la visibilité de ces actions… Des camions pompiers portant le logo « Coopération Suisse-Roumanie » aux nombreux journaux locaux roumains, en passant par la diffusion de l'*Info-Flash*, notre projet fait l'objet de nombreux articles… dans le pays… Une belle vitrine pour nos partenariats, car la visibilité de ce projet compte aussi pour nous… Mais il est vrai que nous ne savons pas toujours « bien nous vendre »…

Un projet de trois ans pour renforcer les liens dans l'OVR, avec nos autorités et en Roumanie…

Bien évidemment, nous continuerons de suivre pour vous ce dossier « Contribution Suisse », pour vous informer de la suite donnée à l'appel à projet, mais également sur la situation des projets retenus et dont la visibilité en Roumanie et en Suisse devrait également débuter.

Pascal PRAZ
Président OVR-Suisse

PROGRAMUL DE COOPERARE ELVEȚIANO-ROMÂN
SWISS-ROMANIAN COOPERATION PROGRAMME

Nous signalons déjà à nos membres que la prochaine

Assemblée générale

aura lieu le **samedi 5 avril 2014**

Merci à l'association de *Onex-Brăduleț* de nous accueillir à cette occasion

Roşia Montană et les mouvements d'opposition

Entretien avec Andreea Piloiu

Depuis plusieurs mois, la population roumaine manifeste pacifiquement contre ses autorités politiques parce qu'elles ne veulent pas écouter le message qu'elle veut lui transmettre. Loin de s'étouffer, le mouvement de protestation s'amplifie de semaine en semaine et touche de plus en plus de villes roumaines. Les médias locaux en parlent mal, souvent de façon orientée, et les médias occidentaux en parlent peu, très peu !

Récemment, un article, paru dans le quotidien lausannois *24 Heures*, a attiré l'attention de plusieurs membres du Comité suisse. Outre la présentation des informations factuelles, l'auteur y faisait référence à une jeune Roumaine, assistante à l'Université de Lausanne, à la source de plusieurs données citées dans l'article. Un tour de table a vite débouché sur une unanimité: contacter cette personne pour avoir un avis autorisé sur la question.

Hubert Rossel

Aussi, plutôt que de vous présenter une sélection d'articles regroupés dans une revue de presse à propos de Roşia Montană, comme nous le faisons fréquemment, nous avons fait le choix de vous faire part de cet entretien avec Madame Andreea Piloiu. Il reflète le point de vue et les sentiments d'une personne qui suit la question depuis plusieurs années, mais il fait aussi référence à des situations qui sont très peu connues du public, non seulement ici mais surtout en Roumanie même. Une certaine opacité a été entretenue par les responsables du pays. Elle commence à s'estomper et la vérité à apparaître au grand jour, ce qui n'est pas fait pour calmer les manifestants... D'autant que le révélateur de Roşia Montană commence à servir de modèle pour les manifestations contre le gaz de schiste...

Vu l'ampleur des sujets traités au cours de cet entretien, réalisé le 18 octobre 2013, nous en avons sélectionné les plus actuels, pour que le présent article ne soit pas trop long. Par contre, la totalité des sujets est reprise sur notre site Internet; on y aborde aussi l'esprit du village roumain et l'atmosphère particulière qui prévaut dans celui de Roşia Montană, la déstructuration sociale et les projets de relogement des habitants, la pression internationale, ainsi que l'implication de l'auteur en Suisse pour faire connaître le sujet. Nous avons gardé le style oral de l'entretien.

La Rédaction

- *Le Réseau* – Comment avez-vous été mise en contact avec le problème de Roşia Montană ?

- *Andreea Piloiu* – Cela fait déjà très longtemps que je connais ce problème. Je ne me souviens plus exactement comment j'ai découvert ce sujet, mais cela fait plusieurs années. Je n'avais même pas quitté la Roumanie quand j'ai trouvé les détails de ce projet ; donc c'est avant 2006. Je pense que c'était après avoir vu quelque chose dans les médias et, par après, j'ai cherché sur Internet. Je fais cela d'habitude : quand je vois quelque chose, j'essaie toujours de lire un peu plus et trouver différentes opinions pour contrôler ce qui se passe. […]

- Et quelle a été votre première réaction quand vous avez appris l'existence de ce problème ?

- Initialement, je ne savais pas exactement ce qui se passait. J'ai découvert l'opinion de la compagnie RMCG (Roşia Montană Gold Corporation), qui voulait créer un projet et des emplois dans les villages de cette région. Ensuite, il y avait aussi des discussions concernant la méthode à utiliser pour sortir les minerais et, en principe, l'or et l'argent. Je me suis intéressée à ce problème, sans avoir, au début, une idée pour ou contre. J'ai essayé de comprendre un peu mieux les détails. Puis, j'ai trouvé sur Internet, la page de l'association *Alburnus Maior*, qui soutient la résistance des personnes qui habitent à Roşia Montană. Il y avait plusieurs choses évidentes. C'est là que j'ai appris la plus grande partie des problèmes qui existent par rapport à ce projet, parce que tous n'étaient pas présentés dans les médias, à ce moment-là.

- Et quand vous avez parcouru les arguments qui étaient défendus par l'association *Alburnus Maior*, vous avez, en même temps ou en parallèle, lu les arguments défendus par la société ?

- Oui, parce que je suis allée plusieurs fois sur le site de la société. J'ai lu leur présentation, les propositions de ce qu'ils

veulent faire. Ils présentaient aussi les arguments sur la façon dont ils allaient analyser un peu le site, y compris par des fouilles archéologiques, ouvrir des musées, etc. Je me suis donc intéressée aux deux parties. Mais, par la suite, je me suis rendu compte que les problèmes posés sont beaucoup plus grands que ce que la compagnie veut laisser croire, mis en parallèle avec un petit musée ou les quelques emplois qu'ils veulent offrir !… Parce que le projet, si on le regarde de façon complète, se déroule pour 16 ans ; mais, par après, ce qui va se passer avec cette zone, personne ne se le demande, en fait ! De mon point de vue, il est beaucoup plus important d'avoir une vision plus longue et… j'ai toujours soutenu le développement durable. C'est pour cela que cela m'a un peu choquée de ne rien voir sur la façon de gérer la zone après l'exploitation. La compagnie ne propose rien ! Même les garanties qu'ils veulent offrir en cas d'accidents, pendant la période des 16 ans, sont très, très réduites. Parce que l'accident qu'il y a eu à Baia Mare, dans les années 2000, a coûté des milliards de lei !… Cela a aussi coûté très, très cher, parce que cela a affecté la Roumanie et la Hongrie, et toutes les rivières qui coulent vers la mer Noire. Le projet à Baia Mare était beaucoup plus petit que celui de Roşia Montană et le coût était beaucoup plus grand que ce que la RMGC veut donner comme garantie. Je me suis dit que cela n'avait pas trop de sens, en fait… De mon point de vue, si on essaie d'analyser la question économique, pour voir si ce projet est profitable ou non à l'Etat roumain, on se rend compte que, en fin de compte, la Roumanie va avoir beaucoup plus de pertes que de gains, si on devait continuer à soutenir ce projet.

- Il y a une disproportion assez flagrante entre la part de l'Etat et celle de la société, si on envisage l'angle de la propriété des actions et celui des bénéfices escomptés. Si j'ai bonne mémoire, je crois que c'est 80 % de parts pour l'entreprise et 20 % pour l'Etat roumain. Mais, pour les bénéfices, il me semble avoir lu que c'est 97 % pour l'entreprise et 3 % pour l'Etat roumain ?

- Oui, jusqu'à présent, l'Etat roumain avait une loi qui disait que les bénéfices dans les exploitations minières sont limités à 3-4 % ; la loi qui a été passée à la fin de l'année a fait passer ce bénéfice à 6 %. Mais, même comme ça, cela n'a pas de sens ! Même si on double les bénéfices de 3 à 6 % ! Mais je pense qu'ils ont augmenté les bénéfices de 4 à 6 %. En fait, c'est comme si on donnait tout pour presque rien.

- Effectivement ! Je ne comprends pas non plus comment l'Etat roumain peut accepter des positions pareilles.

- Si on fait une analyse économique, on ne peut pas les accepter. Le problème est que les personnes qui prennent les décisions ne regardent pas les arguments ; ils regardent seulement ce que la situation exige. S'il y a une force plus grande – comme c'est le cas avec la compagnie minière RMGC ou la compagnie Chevron qui veut faire une exploitation de gaz de schiste –, une compagnie qui a beaucoup d'argent, qui contrôle beaucoup de gens, tout le monde va simplement faire ce que la compagnie veut ! Il y a trop, trop d'intérêts... Malheureusement l'Etat est trop corrompu ; on ne peut vraiment plus faire confiance à l'Etat ! C'est tout.

- Quand on voit les volte-face de l'Etat, ces derniers temps, quand on voit le point de vue du président Băsescu, d'une part, puis le premier point de vue de Victor Ponta, avant qu'il ne change de position, et les idées qui avaient été données par le président du Parlement, Crin Antonescu, comment percevez-vous la chose, personnellement, en voyant ces changements, cette valse-hésitation ? Est-ce que, dans votre esprit, ce qui prime au départ, c'est le fait que ce sont des gens qui ne savent pas où ils veulent aller ou, comme vous le disiez, c'est parce qu'ils sont corrompus et qu'ils essaient de pouvoir en retirer le maximum ? Ou encore, c'est parce qu'ils sont un peu dépassés par leur opinion publique ?

- Je crois qu'ils se trouvent dans une situation un peu inattendue, maintenant. Ils ne savaient pas comment réagir quand les protestations ont commencé au début du mois de septembre et, bien sûr, ils sont complètement subordonnés à la volonté des compagnies qui veulent faire les investissements. Ils ne savaient pas comment réagir. Ils ont essayé de calmer les protestataires, des gens pour lesquels, en fait, le projet doit être rejeté, il ne doit plus continuer ; les gens ont dit non. Par après, les politiciens ont complètement changé d'avis. Mais tout le monde s'attendait à cela. L'année passée, Victor Ponta s'opposait au président Băsescu et il était, alors, toujours contre le projet minier de Roşia Montană et contre l'exploitation des gaz de schiste. A ce moment-là, il était aussi « vocal » qu'aujourd'hui, mais il avait des opinions qui étaient *contre* le projet. Aujourd'hui il est très « vocal », mais il est *pour* soutenir le projet. Alors, quand il fait des déclarations, en fait, personne ne le croit sérieusement. Tout le monde sait que, d'une façon ou d'une autre, il va essayer de trouver une manière d'agir pour ne pas être contre la volonté des entreprises. Même maintenant, au Parlement, où la loi doit être discutée concernant l'exploitation de Roşia Montană, il y a toujours des diversions. Ils essaient de faire passer presque la même loi mais avec un autre titre, ou encore de généraliser un peu la situation pour qu'elle ne s'applique pas seulement à Roşia Montană, pour dire que c'est une autre loi générale, qui n'est pas liée à la compagnie RMGC. Il n'y a que des diversions ! L'idée est la même : de ne pas faire ce que le peuple demande, mais de faire ce que les autres compagnies disent, en fait. La réalité est que les déclarations de Victor Ponta ou de Băsescu, ceux qui protestent dans la rue ne les écoutent plus ! Le Premier ministre a changé trop de fois d'orientations…

- Mais il va pourtant devoir prendre une décision, à un certain moment ?

- Maintenant, il commence à menacer les protestataires qu'ils vont intervenir en force avec la gendarmerie. Et je pense que les choses vont se compliquer encore plus, parce qu'il refuse d'accepter la situation et qu'il essaie toujours de manipuler des documents, des contrats, des déclarations… Il fait aussi des déclarations fausses, il donne des arguments qui sont des mensonges, en fait… Si on veut les vérifier sur *Google*, c'est très facile. On voit que c'est le contraire de la réalité !

- Vous pourriez donner quelques exemples de ces contradictions et mensonges ?

- Par exemple, le Premier ministre a toujours donné en exemple les mines en Finlande qui utilisent un processus qui se base aussi sur le cyanure. Il dit que ces mines sont les meilleures, qu'il n'y a pas de problème et qu'en Roumanie on va appliquer une technologie similaire. Même si ce n'est pas du tout le cas ! Il y a eu deux personnes, un chercheur en chimie de Finlande et aussi un euro-parlementaire de Finlande, qui ont fait des déclarations qui contredisaient les déclarations de notre Premier ministre. Le Premier ministre disait que les mines de Finlande sont un bon exemple de ce qui va se passer en Roumanie, sans aucun problème pour la protection de l'environnement, avec toutes ces garanties qui sont mises en place, alors que ces personnes, qui viennent vraiment de Finlande, ont contredit directement ce que le Premier ministre a dit ; ils ont apporté des exemples de tous les problèmes que la Finlande connaît à cause des mines. Il y a d'autres cas que le Premier ministre a essayé de prendre comme exemples positifs. Et, en fait, si on regarde attentivement, ce sont des gros problèmes sociaux qui se cachent derrière tous ces exemples !

Il fait aussi toujours des suggestions que les protestataires sont conduits par différentes forces cachées, comme des ONG étrangères. Il y a deux jours, on a eu des protestations à Vaslui contre les gaz de schiste et le Premier ministre a dit que ce sont des vieilles personnes, contrôlées par les Russes et soutenues par d'autres ONG. En fait, ces déclarations sont de parfaits mensonges. Il suffit de regarder un peu le peuple, les gens qui participent à ces protestations...

Anca Teodorescu

- Et quand on lui fait remarquer que ce sont des arguments qui sont faux – parce que je suppose qu'il y quand même certaines personnes, ou certaines associations ou certains organismes qui lui retournent les arguments, les éléments – quelle est sa réaction ?

- Il dit que c'est l'avis des « spécialistes » de la compagnie qui compte. Et les spécialistes disent que c'est un projet bénéfique pour la société roumaine. Donc il n'essaie pas trop d'argumenter… En fait, c'est très, très facile de le contredire, mais il refuse la discussion.

- Vous croyez que c'est pour cela qu'il s'est déchargé du fardeau sur le Parlement, pour ne pas devoir prendre ses responsabilités ?

- Oui, je pense que c'est aussi pour cela. Quoique le Parlement et le parti du Premier ministre… Une commission spéciale a été créée pour mettre en route ce projet de loi. Dans cette commission, 18 ou 20 membres discutent avec les protestataires, discutent avec la compagnie, interviewent et interrogent différentes personnes. Cette commission vient de décider de changer le projet de loi. Elle a refusé de l'annuler et a pris la décision de changer ce projet de loi de façon telle qu'il devienne légal. La décision, dans cette commission, a été prise avec les voix de la majorité du parti d'où vient le Premier ministre. C'est pour ça que je crois que le parti du Premier ministre a des intérêts beaucoup plus larges et que, même, l'activité de cette commission est discutable concernant le projet. Peut-être y a-t-il simplement une stratégie pour faire passer la loi. Au début, dès que la loi est passée, à la fin du mois d'août, on a eu des protestations. Ensuite, le Premier ministre a dit qu'il allait rejeter la loi. Mais il a changé d'avis par la suite et a dit qu'il allait y avoir une commission pour analyser la loi. En fait, le travail de cette commission est de changer subtilement la loi de façon telle qu'elle devienne légale. Parce que, plus fondamentalement, cette loi est complètement illégale, si on regarde l'avis du ministère de la Justice la concernant !

- Elle est illégale en se basant sur quels arguments ?

- Sur plusieurs arguments concernant son inconstitutionnalité. Il y a plusieurs points très importants qui ne sont pas du tout constitutionnels. Le ministère de la Justice, dans son avis, a dit plusieurs fois que cette loi incite à avoir des comportements anticonstitutionnels et que, si cette loi passait, elle allait créer un précédent. Les autres compagnies pourraient demander les mêmes droits que ceux que la RMGC recevrait.

- Et pourquoi est-elle inconstitutionnelle ?

- Premièrement parce c'est une loi entre l'Etat et une compagnie privée, alors qu'une loi doit toujours avoir un caractère général.

- Mais la loi existait avant ?

- Non ! Cette loi a été créée durant l'été. Elle n'existait pas avant ! Cette loi a été créée spécialement pour la compagnie RMGC, de telle façon qu'elle reçoive tous les permis dont elle a besoin pour continuer l'exploitation. Parce qu'ils ont attendu 14 ans ou 16 ans sans démarrer l'exploitation et, maintenant, ils ont dit : « On ne veut plus attendre ». Alors on va juste passer une loi. Et toutes les autres « petites » lois devraient s'y soumettre. On ne les regarde plus, en fait, on n'en tiendrait plus compte.

- Donc toutes les lois qui s'opposeraient à cette nouvelle loi seraient balayées d'office ?

- Oui.

- Ce n'est pas tellement constitutionnel non plus comme procédé !

- Cette loi donne beaucoup d'avantages à la compagnie RMGC ; elle lui permet de faire ses activités, même si la compagnie RMGC ne respecte pas les autres lois, comme, par exemple, les conditions pour la protection de l'environnement. Jusqu'à présent, comme elle ne respectait pas les conditions, elle ne pouvait pas continuer ; mais cette nouvelle loi lui donnerait tous les avantages.

Elle spécifie plusieurs points et même le droit de propriété des citoyens en Roumanie est affecté. C'est vraiment un projet très controversé !

- En fait, le citoyen de base n'a rien à dire ?

- Si sa propriété est prise par la compagnie, parce que l'Etat en donne le pouvoir à cette compagnie ? Non !…

- Donc dans ce cas, si le particulier qui est propriétaire dit non, il va voir son « non » balayé, refusé par la nouvelle loi !

- Oui, oui. Même si l'actuel propriétaire dit non, la nouvelle loi va lui dire que, de toutes façons, il n'a pas le droit de s'y opposer. On va de toutes façons prendre sa propriété !

- Et vous pensez que cette loi va être votée ?

- Ils ont décidé de ne pas voter la loi dans la forme proposée par le gouvernement à la fin du mois d'août. Et, maintenant, ils ont commencé à changer la loi de telle façon qu'elle n'affecte plus sa constitutionnalité.

- Vous connaissez les arguments utilisés par la commission ? Vous pouvez nous en dire un peu plus à ce niveau-là ? Parce que c'est le type d'arguments dont on ne parle jamais…

- Il y a deux jours, ils ont interdit l'accès des médias aux interviews, parce que jusqu'à maintenant, toutes les discussions étaient publiques. Il y a un ou deux jours, ils ont dit qu'ils allaient fermer les portes. On n'a plus accès à ce dont ils ont discuté concernant la modification de la loi. Ils ont dit que l'idée est de faire la loi avec un caractère général. Ils ont complètement sorti de la loi le nom de Roşia Montană et celui de la compagnie. Mais je trouve que c'est encore plus abusif parce que, si la loi a vraiment un caractère général, cela veut dire que toutes les compagnies vont pouvoir demander des droits ! De plus, la nouvelle loi qui a été proposée par le parti du Premier ministre – le Parti social démocrate (PSD) – devrait s'appliquer à tous les projets miniers et elle est un peu en contradiction avec l'ancienne Loi des Mines, parce que, dans les années '90, il y avait une loi pour toutes les mines. Cette nouvelle loi en cours de discussion va couvrir des choses similaires, mais d'une autre manière. Donc la Loi des Mines serait annulée et remplacée par cette nouvelle loi. Mais, d'un autre côté, cette Loi des Mines est aussi discutée dans le Sénat, parce que, fondamentalement, ce n'est pas à cette commission de discuter la Loi des Mines ! Il y a donc encore beaucoup de choses que l'on ne comprend pas. Et comme maintenant les discussions se font portes fermées, on ne peut plus connaître tous les arguments. C'est comme si on apportait un amendement à la Loi des Mines de façon opaque.

Pour apporter des nouveaux changements, ils ont aussi dit qu'ils vont permettre de modifier le lit de la rivière. En principe l'Union européenne a des directives qui disent que les lits des rivières ne peuvent pas être affectés. On ne peut pas détourner le cours des rivières ! Et dans cette nouvelle loi, je pense qu'ils vont donner leur accord pour modifier le lit d'une rivière. Ils vont faire des changements mais on ne sait pas lesquels, puisqu'on ne connaît pas la forme finale de la loi.

Hubert Rossel

- Mais est-ce que la loi européenne ne prime pas la loi roumaine ?

- Si, cela devrait primer ! A un moment donné, ils vont réfléchir pour savoir comment faire pour qu'on ne soit pas contre la loi européenne. S'ils sont capables de faire une loi qui va contre la Constitution de la Roumanie, ils vont bien pouvoir faire une autre loi qui va contre les lois européennes ! Ils vont bien trouver une manière de… C'est ça qu'ils essaient en fait. Ils essaient tout, tout, tout, pour donner quand même les avantages aux compagnies. C'est ce que je ne peux pas comprendre. On a beaucoup, beaucoup de protestations et ils continuent ! Cela fait maintenant presque deux mois de protestations… et ils essaient encore de trouver d'autres manières de…

- On reviendra sur l'aspect des protestations plus tard. Mais, si on envisage la suite au niveau de la procédure politique, cette commission va proposer un projet de loi, des amendements ou autres… Mais, à partir du moment où la proposition est faite, la décision n'est pas prise encore…

- Non, le projet doit encore être accepté au Parlement par le Sénat et par les Députés. Donc le but de cette commission est d'analyser la loi, de donner ses conclusions, et de faire part de son opinion si la loi doit être votée d'une certaine manière ou d'une autre. Mais comme ils ont complètement changé la loi, je ne sais pas exactement quelle va être la procédure. Je ne savais même pas que la commission a le droit de proposer une nouvelle loi, alors qu'elle est créée juste pour inspecter une loi déjà proposée par le gouvernement !…

- Mais, si cette commission est finalement plus l'émanation d'un parti que l'expression d'un rassemblement de différents partis, est-ce qu'elle ne va pas presque systématiquement se trouver confrontée à un refus, lorsqu'elle va être proposée à l'ensemble des partis ?

- En fait, la commission est formée par 4 ou 5 partis : le parti le plus important – le PSD – a dû s'allier avec des partis plus petits, et quand la commission a voté pour savoir si elle devait rejeter le projet de loi proposé par le gouvernement ou proposer une

nouvelle loi, à faire des amendements, elle a voté, par 9 voix contre 7, pour continuer les discussions et changer la loi. Dans la commission, il y plusieurs partis, mais il y a 3 partis qui ont voté pour créer la nouvelle loi ou changer l'ancienne, et seulement 2 qui ont dit qu'ils préfèrent complètement rejeter la loi proposée par le gouvernement. Dans ce cas, ce serait beaucoup mieux de rejeter la loi, et on en aurait fini avec cette histoire. Mais ils ont choisi de modifier la loi d'une façon ou d'une autre. Pour la suite, dans le Parlement, on ne sait jamais, parce qu'il y a toujours des coalitions qui se font. Je ne sais pas exactement le sens que prendra le vote. Mais il y a toujours le risque que la loi passe, même s'il y a un mois et demi le Premier ministre a dit : « Non, on va tout arrêter ».

- Vous savez que l'Académie roumaine s'est prononcée, il y a déjà pas mal de temps et de façon assez véhémente, contre le projet, que ce soit par l'intermédiaire du responsable de la section d'Histoire, M. Dan Berindei et, de façon encore beaucoup plus manifeste, par le responsable de la section Géographie, géomatique et géologie, M. Mircea Săndulescu. Comment est-ce reçu par l'Etat, cette sorte d'opposition systématique des Académiciens et des scientifiques ?

- Oui, je sais et l'Etat connaît très bien la position de l'Académie. Mais, à côté de l'Académie roumaine, on a aussi l'Académie des Etudes économiques, à Bucarest, qui a fait une étude économique pour voir si le projet est vraiment profitable ou pas. Ils n'ont même pas discuté du problème environnemental. On a également l'Eglise orthodoxe roumaine qui s'est prononcée, dès le début, contre le projet. L'Etat connaît ces différentes positions ! Cela fait 10 ans que l'Académie s'est prononcée contre le projet. Et l'Etat ignore, en fait, tous ces arguments. Il y a quelques jours, à la commission qui analyse ce projet de loi, le directeur de l'Institut national géologique de Roumanie a prouvé, avec des documents et des chiffres exacts, que la compagnie RMGC a manipulé de manière flagrante le rapport et la carte de l'emplacement où elle veut construire le lac de décantation ; et, il y a deux jours, il a été « grillé », juste parce qu'il a eu le courage de parler contre le projet, en s'appuyant sur des études de l'Institut de Géologie. Il avait pu analyser des informations auxquelles nous, comme public, nous n'avons pas accès. Il a été démis de ses fonctions parce qu'ils se sont rendu compte qu'il devenait trop dangereux pour eux. […]

Il y a de nombreux autres éléments que la compagnie RMGC a essayé de cacher concernant la géologie des terrains qui vont se trouver sous l'eau, sous le lac. Ils ont caché beaucoup de fissures, beaucoup de failles où l'eau contaminée par le cyanure pourrait s'infiltrer dans les sols. Ils ont donc effectivement, effacé les failles de la carte. Et après, des gens comme M. Marincea et d'autres ont essayé de corriger toutes ces informations. Mais, apparemment, personne ne les écoute et, même si on a le courage de faire ça, à la télé ou ailleurs, d'un jour à l'autre on est démis ! Je suis sûre que l'Etat roumain connaît tous ces problèmes, parce que tous ces problèmes ont été discutés de manière ouverte. Mais que va-t-il va faire avec les informations ?

- Mais ils ne vont pas pouvoir continuer longtemps à s'opposer de façon systématique au bon sens ? […] Pour les arguments scientifiques, c'est du bon sens que de s'adresser aux gens compétents pour pouvoir entrer en matière ; on ne le fait pas.

- Oui, et même si on le fait, comme je vous l'ai dit, ils regardent quels sont les problèmes que le projet peut présenter et, après, ils les effacent complètement. Il y a aussi plusieurs études qui ont été faites sur le patrimoine de Roşia Montană, pour voir si ce patrimoine est susceptible ou non d'être considéré comme « Unesco Heritage ». Et ils ont juste manipulé les informations, enlevé les parties qui étaient importantes. Donc, même avec les arguments face à eux, ils sélectionnent les parties qui leur sont favorables et suppriment le reste.

- Mais, à ce moment-là, il n'y a plus rien qui tient, si c'est de la manipulation systématique de tous les documents, de tous les arguments. A la limite, cela ne sert plus à rien de se battre ?

- De mon point de vue, c'est précisément la raison pour laquelle les gens doivent continuer à se battre. Parce que ce qui se passe n'est pas du tout normal ! Et on ne veut plus continuer à vivre dans un pays qui cache tellement de choses et qui tolère les modifications et les destructions des lois, sans tenir compte de l'avis des gens et sans être transparent. Les protestataires ont commencé à comprendre quelle est l'importance de la corruption, de la manipulation des informations, de tout ce qui se passe et ils ont décidé de continuer de protester. Pour moi, c'est une raison encore plus importante de se battre, en fait.

- C'est quand même une opposition sociale sans précédent, en Roumanie, depuis la chute de Ceauşescu.

- Oui, c'est vrai…Et le nombre de personnes qui sont sorties dans la rue est même plus grand que ce qu'on avait vu pour la chute de Ceauşescu…

- Mais n'y a-t-il pas aussi une guerre des chiffres, dans ce domaine ? Quand on regarde ce qui est publié dans la presse, quand on voit les chiffres qui sont avancés pour les manifestants, c'est de 5000 à 10 000, à 20 000, à 40 000… De même que pour la diversité des lieux dans lesquels cela se passe ? C'est quand même un signe que les gens en ont un peu « ras le bol », passez-moi l'expression. Non ?

- Les protestations sont nombreuses. Dès la première semaine, il y a eu de 10 à 20 000 protestataires. C'est vrai qu'on ne peut pas faire confiance aux chiffres dans les médias, parce qu'ils varient trop d'une source à l'autre… Mais moi, ce que j'ai regardé, ce sont les vidéos. Chaque fois qu'il y a des protestations, il y a des gens qui filment les manifestants. On a des marches dans la capitale et dans les grandes villes. Des personnes restent dans les appartements sur les balcons et filment pendant 30 minutes. On a des colonnes de milliers de personnes. Cela suffit pour se rendre compte de l'importance de la manifestation.

- Cette opposition sociale, est-ce qu'elle pourrait faire craindre une sorte d'explosion sociale ? Parce que, pour

l'instant, dans la plupart des cas, les manifestants étaient relativement calmes, d'une attitude assez « bon enfant ». Quand on voit les gens qui vont en famille avec les enfants sur les bras, on peut difficilement imaginer qu'il y ait une force de répression qui intervienne…

- Non, c'était très, très calme, et des choses très belles et intéressantes se sont passées en même temps. Il y avait des *workshops*, des discussions sur comment faire, comment attirer l'attention, comment informer le public. Ils ont commencé de publier de petits journaux avec des informations pour les distribuer gratuitement aux gens, parce que, en regardant les médias et la télévision, en Roumanie, on n'a jamais l'impression d'apprendre quelque chose. C'est pour cela que les gens ont dit que la télé et les médias ne vont jamais les aider ! Il fallait donc se débrouiller tout seuls et de manière très pacifique. Mais maintenant, avec les dernières déclarations de notre Premier ministre, avec les derniers changements, avec la nouvelle loi qui va être en discussion, les manifestants ont commencé à dire que ça suffisait. Ils ont fait un mois et demi de protestations pacifiques et cela n'a servi à rien, en fait. Les médias dénigrent toujours les gens qui sortent dans la rue. Il y a encore beaucoup de manipulations de l'information… De plus, même le Premier ministre a dit qu'il allait encourager la gendarmerie à se comporter de manière violente contre les protestataires. Quand le Premier ministre a déclaré hier et aujourd'hui que « la gendarmerie doit évacuer n'importe quelle personne qui perturbe la circulation », alors que, si on manifeste par une marche, on ne peut pas rester dans les deux mètres d'un trottoir, c'est un peu comme si le Premier ministre avait déclaré la guerre, quand même… On va voir. Les protestataires n'ont pas une impulsion violente, mais ils ont dit qu'ils n'allaient pas se cacher non plus, si jamais il y avait des violences et que la gendarmerie commençait à se manifester.

- Donc ils ne vont pas lâcher !

- Non. On va voir… Si ça continue ainsi, si les politiciens persistent à ignorer les protestataires et à les dénigrer… De toute façon, on va attendre la décision de la loi… Cela va être le moment clé qui va décider dans quelle direction on va continuer, je crois, au moment où la commission va donner son rapport et qu'une décision va être prise pour la nouvelle loi… Mais si les politiciens continuent à ignorer les protestataires, ils peuvent s'attendre à tout, à toutes les possibilités, non ? […]

- Tout ce que vous dites va, finalement, encore renforcer l'opposition systématique de la population. Au fond, c'est une des premières fois, sinon la première de cette envergure, de cette ampleur, que la société civile commence à se manifester en Roumanie, parce que, jusqu'à présent, elle était restée très discrète…

- Je pense que la société civile a été « trop » discrète jusqu'à présent. C'est pour cela que les politiciens, et pas seulement ceux qui sont dans le gouvernement, dans les mairies dans n'importe quelle position administrative, même dans la santé, dans l'éducation, partout, ces institutions sont pleines de gens qui font ce qu'ils veulent, parce qu'ils savent que la population ne va pas avoir le courage de se dresser contre eux.

- Cela, c'est en train de changer, d'après vous ?

- Oui, j'espère que cela va changer.

- Tout à l'heure, vous avez fait allusion aux arguments économiques, et vous avez dit que, à côté de l'Académie roumaine, il y avait une Académie des Etudes économiques, à Bucarest, qui a fait une étude détaillée aussi, en se plaçant du point de vue économique. Vous êtes économiste, je crois.

- Oui. Mais je ne me souviens pas exactement des arguments, parce que l'étude a été faite il y presque 10 ans et je l'ai lue il y a 4 ou 5 ans, quand j'étais encore en train de m'informer. Ils ont analysé la manière dont la société a été créée, les bénéfices que l'Etat roumain doit recevoir… et relevé qu'il y a trop de choses bizarres qui se sont passées. Par exemple, d'une année à l'autre, ils ont augmenté la surface d'exploitation ; je pense que la superficie qui va être exploitée est 3 ou 4 fois plus grande que la surface initiale du projet. Sur le montant de ce que l'Etat devrait recevoir comme bénéfices, ce n'est presque rien, à la fin : quelque 5 milliards de dollars ; cela ne couvre même pas le déficit du budget en Roumanie, étant donné que, par an, l'évasion fiscale est de 16 milliards de dollars ! Donc, si l'Etat roumain essayait, au moins, de récupérer les taxes comme il faut – juste d'appliquer la loi –, il aurait gagné, non en 16 ans mais en une seule année, trois fois plus que ce que le projet promet… C'est pour ça que je dis que je ne vois pas où est le bénéfice économique. Et, par la suite, si rien de dommageable ne se passe avec le lac de cyanure pendant les 16 ans de l'exploitation, il doit quand même être entretenu pour toujours, après l'exploitation. Qui va payer tous ces coûts ? Les 5 milliards de dollars ne sont pas là pour couvrir ce point, en fait. Et de toutes façons, le coût pour entretenir éternellement un lac de cyanure de cette dimension, on ne peut même pas le calculer !…

[...] Un autre problème est que – je ne sais pas pourquoi – les mairies et même les ministères ont des contrats de sponsorisation avec la RMCG, alors que la sponsorisation ne doit pas être conditionnée. Dans les contrats de sponsorisation il est dit que, si jamais les mairies ou les ministères ne font pas ce que la RMCG demande, l'argent ne va pas être donné. Même ces contrats sont illégaux, en fait, s'ils imposent une condition pour une sponsorisation, parce que, dans ce cas, l'institutionnel est pris en défaut. Mais il y a toujours des adjonctions à ces contrats, en fait... C'est pour ça que les mairies et le personnel de l'administration sont toujours « pour » le projet. [...]

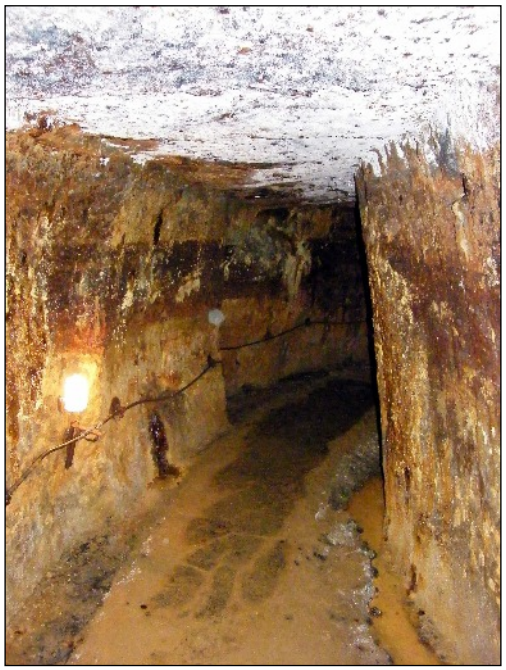
La division sociale, provoquée par cette compagnie, est déjà très présente… Et je la comprends bien ! Ils n'ont aucun respect pour les familles ; ils ont divisé les familles et ont provoqué la lutte des membres les uns contre les autres. Même à l'intérieur de la même famille : les enfants veulent prendre l'argent, mais les parents ne veulent pas quitter les lieux. Il y a toujours des oppositions, des avis divergents. Alors même qu'ils n'ont pas encore commencé l'exploitation, le mal est déjà fait !

- Mais ils doivent certainement s'attendre à une réponse affirmative de la part du gouvernement depuis le temps… D'ailleurs, ils les ont menacés d'avoir changé d'avis, de leur avoir fait perdre de l'argent, car c'est la seule chose qui les intéresse finalement. Ils allaient leur intenter un procès…

- Oui, ils ont fait ces déclarations dans les médias et dans la presse ; ils vont intenter un procès contre l'Etat roumain si l'exploitation ne commence pas. Comme s'ils avaient vraiment le droit de tout faire !… [...]

- Que dire de la question du patrimoine de Roşia Montană ?

- En plus de ce qu'on savait déjà, un nouveau document a paru, tout récemment, concernant la valeur du patrimoine à Roşia Montană. Il y a quelques années, le ministère de la Culture roumain avait demandé à des spécialistes d'Angleterre de venir en Roumanie pour faire une inspection concernant le patrimoine de Roşia Montană. Et l'analyse de ces spécialiste a été manipulée et cachée, pour que le public ne soit pas informé. Il y a deux jours, le document de l'analyse entière a finalement paru. Il avait été caché par le ministre de la Culture. Il y est écrit que c'est un patrimoine vraiment très important. Quatre critères sont remplis pour qu'il soit inclus dans le patrimoine de l'UNESCO, alors qu'on en n'a besoin que d'un seul. Ce que je veux mettre en évidence est la magnitude et l'amplitude de la corruption, la manipulation des informations et des déclarations vraiment fausses qui sont faites dans la presse. C'est très généralisé ! Et maintenant, on commence à avoir de plus en plus de déclarations, parce que la situation commence à être de plus en plus bouillante. Les gens commencent à s'accuser et d'autres preuves vont remonter à la surface. Je crois que c'est pour ça que les choses vont commencer à se précipiter… Dans ce document, qui s'appelle *Statement of Significance*, ce sont des professeurs des universités de Oxford et Leicester qui sont venus faire l'analyse.


Hubert Rossel

- Vous avez les références de ce document ?

- Il est sur Internet. Il est en anglais, a 130 pages et est très clair. [http://www.academia.edu/4800467/Statement_of_Significance_C_rnic_Massif_Rosia_Montan_jud_Alba_Romania]

- Et vous dites qu'il avait été bloqué par le ministre de la Culture, l'actuel ou le précédent ?

- Le précédent et le ministre de la Culture actuel a dit qu'en fait ce *Statement of Significance* n'existe même pas ! Il a même affirmé que personne n'est venu faire des analyses… Ce document est sorti le 17 octobre, il y a un jour, hier donc.

- C'est un élément auquel on n'a pas fait référence tout à l'heure dans la classification des points de vue auxquels on pouvait se placer. J'avais parlé de l'aspect écologique, mais je n'avais pas encore abordé l'aspect culturel qui, finalement, est important, parce que c'est la seule mine romaine qui subsiste pratiquement dans toute l'Europe centrale.

- Oui. Et ce n'est pas seulement la mine romaine, parce que la mine a continué à être exploitée par la suite. On a aussi les galeries du Moyen Age, des Habsbourg, des communistes. Dans le rapport, ils disent que le site est important pour voir les technologies adoptées, comment elles ont évolué. La plupart des galeries n'ont pas été exploitées par la RMGC ; elles peuvent donc encore être analysées… Ils disent aussi que c'est le plus grand complexe de mines qu'ils connaissent dans le monde. […] Si on regarde l'importance culturelle de cette mine, cela devrait être suffisant pour dire que non, on ne peut pas l'exploiter et provoquer sa destruction – la plus grande mine ouverte d'Europe. Mais les ministères avaient décidé de cacher tout cela. Ils connaissaient les arguments puisqu'ils ont commandé l'expertise et qu'ils en ont reçu les résultats !…

- Finalement, c'est une sorte de manipulation de A à Z ?

- Oui, dans les médias, partout, partout... Ils ont même manipulé les gens qui habitent là ! En effet, la compagnie a fait de la publicité « pour » le projet et ont fait parler beaucoup de gens à la télé… Ils disent qu'ils sont très tristes, qu'il n'y a rien, qu'ils ne peuvent plus manger, qu'ils n'ont pas d'argent pour envoyer les enfants à l'école, etc. Ils ont vraiment besoin de ce projet – désespérés – pour gagner un peu d'argent comme employés. Mais, d'un autre point de vue, si on regarde ces personnes qui ont parlé dans les pub, qui se plaignent qu'elles n'ont pas assez d'argent, si on vérifie un peu quelle est leur situation réelle, en fait, elles ont beaucoup plus d'argent que le Roumain moyen. Dans la manière dont elles sont habillées, la manière dont les enfants sont vêtus, ils ont assez d'argent pour aller à l'école… Ce n'est vraiment pas… Il y a des manipulations, comme vous avez dit, de A à Z. Ils ont tout, tout, tout.

- Vous iriez même jusqu'à dire que ces gens sont payés pour dire cela ?

- Mais oui ! C'est sûr qu'ils sont payés. Autrement comment est-ce qu'on peut avoir tellement d'argent si on habite à Roşia Montană ? Sinon comment peut-on envoyer des photos sur *Facebook* avec un sac « Gucci » !… Et ils n'ont pas que l'argent. C'est un peu le style… On peut voir que ce ne sont pas des gens corrects et transparents. C'est un peu le style : « j'ai de l'argent et je vais même montrer aux autres que j'ai de l'argent ». Ce n'est vraiment pas très « sage » d'agir comme ça. Mais, comme je vous l'ai dit aussi avant, c'est aussi une division sociale très, très grande

qu'ils ont implantée là, pour convaincre les gens d'accepter ce genre d'emplois, de travailler soit pour faire des épures, soit pour réparer une maison, soit travailler dans la mine. Il y a eu trop, trop de discussions, même dans les familles, dans la société…

- Est-ce qu'on ne pourrait pas dire – en se faisant l'avocat du diable – qu'il y aurait autant de manipulations dans les arguments et la façon de les présenter de la part des associations qui sont contre le projet ? Il n'y en n'a pas qu'une ; *Albunus Maior* est la principale, mais il y également la *Fondation Soros* qui est contre. C'est très étonnant !

- Oui, d'un certain point de vue, c'est étonnant, et c'est pour ça qu'il y des accusations, dans les médias en Roumanie, qui disent que les protestataires sont payés par la Fondation Soros. D'autres disent que ce sont les Russes qui paient le protestataires ou d'autres forces plus grandes. Mais la plupart des gens qui sont contre le projet, les organisations qui sont contre le projet – vous l'avez dit aussi – se basent sur des faits scientifiques. Si c'est l'Académie roumaine ou d'autres instituts, l'Institut géologique avec son chef, qui ont dit que les cartes sont manipulées, ce sont des preuves avec des chiffres exacts. Je ne peux pas accepter que quelqu'un puisse manipuler ces analyses de l'extérieur. C'est en se basant sur ces analyses que les gens sont de plus en plus convaincus que le projet n'est vraiment pas bon. Et, maintenant, on a aussi ce *Statement of Significance* qui est sorti pour le site de Roşia Montană, relatif au patrimoine… On a toujours de nouveaux documents qui sont faits par des experts et qui vont contre le projet, en fait. Donc je ne pourrais pas dire qu'il y a quelqu'un qui paie les protestataires ou les ONG pour manipuler l'information, parce que dire qu'on manipule, cela voudrait dire que ceux qui viennent de l'Angleterre sont aussi payés, ce qui n'est pas le cas. […]

- Finalement, si vous deviez exprimer en quelques mots le problème tel qu'il est, tel qu'il est vécu par les gens sur place, d'une part, et tel qu'il est ressenti par les autres ?

- Le problème en soi ? Moi, je suis assez indignée et frustrée par ce qui se passe et par le manque de bon sens et de transparence, d'humanité de la part des gouvernants, des politiciens. Ce n'est pas la compagnie qui m'affecte le plus, mais plutôt les politiciens roumains qui doivent normalement agir comme les représentants du peuple roumain, dans l'intérêt du peuple roumain, et ils font exactement l'opposé, sans avoir de honte ! C'est ça le problème le plus grave.

- Le problème tel qu'il est ressenti par les gens ? Je ne vais même pas dire le problème, la question telle qu'elle est ressentie par les gens ?

- Maintenant, je pense que cela ne va pas continuer à se limiter simplement à Roşia Montană ; cela va porter sur tout ce qu'on a dû accepter jusqu'à maintenant. En roumain, on a une expression qui dit qu'on a le couteau qui est arrivé jusqu'à l'os : « *A ajuns cuțitul la os* ». On peut couper, couper, mais quand on arrive à l'os… Maintenant, j'ai l'impression que cela se manifeste de cette manière : les gens en ont jusque là ! La situation limite est atteinte.

- Et la façon dont c'est reçu par d'autres ? Par des non-Roumains ?

- Dans les médias que j'ai vus ici, en Suisse ou en France – j'ai lu aussi quelques articles dans *Le Monde* –, j'ai l'impression qu'il y a une réponse positive concernant les protestations et le fait que les Roumains commencent à demander leurs droits et s'opposent à ces projets.

- Vous pensez que la mobilisation internationale peut servir à quelque chose ?

- Vous parlez des protestations qui s'organisent dans les autres pays par les Roumains ? Oui, cela va aider à informer les citoyens des autres pays. Si cela va aider vraiment, à la fin, à changer la situation d'une manière ou d'une autre, je n'en suis pas sûre. Mais, quand même, si les médias internationaux exercent aussi des pressions sur le gouvernement, en relatant des articles qui démasquent ce projet, je pense que c'est aussi important et que cela peut aider quand même, finalement. […]

- L'avenir, comment le voyez-vous ? Les aspects positifs, les aspect négatifs ? Le bilan ?

- Je ne sais pas quoi dire, exactement, sur l'avenir. Mais je m'attends à ce que la situation continue à être tendue, parce que les gens dans la rue ne donnent pas l'impression de vouloir s'endormir, cette fois-ci. Je ne sais pas exactement quelle va être la stratégie pratiquée par le Premier ministre par la suite, mais, pour l'avenir proche, je pense que cela va continuer de la même façon avec des protestations. Cela peut même devenir violent, à un moment donné. A long terme, j'espère qu'ils vont juste complètement arrêter le projet. J'espère aussi qu'ils vont introduire une loi contre l'exploitation au cyanure en grande quantité. Il y a déjà des exploitations au cyanure, mais qui se font avec de petites quantités et dans un environnement fermé. Cela peut se faire, mais pas à ciel ouvert et avec les milliers de tonnes de cyanure qu'ils veulent utiliser ! J'espère cela, mais je ne sais pas exactement quelle va être la direction prise pour ce projet. Mais je pense, personnellement, qu'il va être arrêté, finalement, parce que, comme vous avez dit, on ne peut pas vraiment s'opposer au peuple éternellement. Cela doit se résoudre d'une façon ou d'une autre et, au moins de nos jours, il me semble que le peuple devrait avoir le dernier mot. Sinon, cela va être la suppression de beaucoup de droits de l'homme, pour ceux qui demandent quelque chose pour leur pays. Et je ne pense pas que cela peut arriver vraiment. Mais ce ne sera ainsi que si les protestataires continuent vraiment à manifester dans la rue. Sinon, cela va continuer à se passer comme auparavant et tous les projets vont être développés.

- Est-ce que, finalement, on peut trouver quelque chose de positif dans tout cela ?

- Oui, je pense que c'est positif, même si la situation est assez discutable et assez dangereuse. Je crois qu'elle est positive parce que, autrement, la Roumanie ne se serait pas réveillée. Je ne suis pas sûre que c'est vraiment un réveil mais, au moins, il n'y a plus le même état de passivité, « on laisse tout comme ça ». On essaie

Daniel Mihailescu

quand même de se redresser, de dire quelque chose. Parce que c'est aussi la faute des Roumains s'ils n'ont pas fait entendre leur voix auparavant. Jusqu'à maintenant, ils ont été dans un état de « on attend, on attend, cela va se passer avec le temps. On va laisser le temps résoudre le problème ». Mais le temps ne va pas résoudre le problème, parce que les politiciens interprètent ce message comme étant… une acceptation. On leur donne un blanc-seing si on ne dit rien.

- Donc, l'aspect positif que vous verriez dans tout ça, est le réveil de la société civile et le fait que les gens ont le courage d'agir en dehors des partis politiques ?

- Exactement. Ce n'est pas un mouvement politique ; ce n'est pas du tout politique. La plupart des gens qui font ces protestations n'ont pas d'orientation politique spécifique ; ils luttent contre la situation dégénérée dans laquelle la Roumanie se trouve à cause des politiciens. Jusqu'à présent, tout ce que la plupart des politiciens ont fait est de voler d'une manière ou d'une autre, sans faire des investissements concrets. Le pays a continué de se dégrader, d'une année à l'autre, parce que l'argent, au lieu d'être investi, a été mis dans la poche par certaines personnes. C'est comme si… Cela suffit ! J'espère au moins que cela va changer quelque chose.

- S'il y a une réaction brutale de l'Etat, par l'intermédiaire de la gendarmerie ou un autre procédé, est-ce qu'on ne risque pas de se trouver dans une situation semblable à celle qu'on a eue à l'époque d'Iliescu, lors des « minériades », c'est-à-dire une déstabilisation brutale et une sorte d'étouffement de la question ?

- Je ne sais pas quoi répondre, si jamais on arrivait à cette situation ; cela dépend des décisions prises par les politiciens, s'ils vont vraiment s'opposer au peuple ou pas. Mais il y a aussi le risque que les gens commencent à croire que ça ne marchera pas et que, de toutes façons, ils ne peuvent pas changer le pouvoir. Et, dans ce cas, comme vous l'avez dit, que cela va être complètement étouffé. Je ne sais pas…

- Parce que – c'est le principe de la cocotte-minute – si on ferme le couvercle et si on le maintient fermé, la pression augmente à l'intérieur. Et il arrive un moment, inévitable, où cela lâche…

- J'espère quand même que, si on met le couvercle et si la pression monte, j'espère que les gens ne vont pas retourner à la maison et rester devant la télé, comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant. Parce que c'est la seule manière qui nous permet de changer quelque chose, continuer de manifester et de demander nos droits, demander à être écoutés et respectés.

- Donc vous restez optimiste par rapport à cette situation ?

- Selon moi, c'est une situation qui peut être dangereuse et assez triste. Mais on est quand même arrivé à un point où on se dit que cela ne marche plus et où on essaie de changer quelque chose. Et ce fait a beaucoup manqué dans la société roumaine jusqu'à maintenant, de dire « je veux essayer de changer quelque chose ». Jusqu'à présent, on a toujours dit qu'on n'avait pas le pouvoir de changer quelque chose, parce que personne ne nous écoute. Evidemment, on ne peut rien faire tout seul ; mais si les gens continuent à se mettre ensemble, peut-être qu'ils vont réussir.

- Bien, je vous remercie. Ce n'est pas facile de parler de ce sujet parce qu'on sent qu'il y a des tensions de partout et des incertitudes, mais je crois qu'il faut l'aborder et le faire connaître.

- Je vous remercie aussi. J'apprécie aussi beaucoup votre travail, que j'ai découvert récemment. Je vous remercie aussi pour votre intérêt.

Andreea Piloiu & Hubert Rossel

(Entretien du 18 octobre 2013)

Depuis la réalisation de cet entretien, deux éléments nouveaux sont intervenus :

- Le rapport des chercheurs britanniques réalisé en 2010, à la demande du ministère roumain de la Culture mais non diffusé par lui, a pris de l'ampleur depuis sa publication, avec plus de deux ans de retard, par des ONG opposées au projet. Il explique pourquoi le site doit être inscrit au patrimoine de l'Unesco.

- La commission parlementaire créée par les autorités roumaines a préconisé le rejet du projet de loi du gouvernement, le 11 novembre 2013, après deux mois de débats et l'audition de dizaines d'experts. Il a finalement été refusé par le Sénat en date du 19 novembre 2013. La Presse canadienne a cependant spécifié que la compagnie RMGC ne relâchait pas la pression et maintenait son engagement pour la réalisation du projet controversé.

MARC AYMON – Tournée Roumanie 2013

Le chanteur suisse en concert au Pays des Villages roumains…

Depuis plusieurs mois l'idée d'une tournée en Roumanie trotte dans les têtes… Celle de Marc mais aussi celle de Pascal, à la fois président d'OVR-Suisse et de l'Association Nendaz-Gherla.

Et voilà qu'en 2013 ce projet se concrétise. 1300 km de routes à travers le pays et des concerts dans 10 localités de 9 *județ* (cantons) différents, du 25 août au 4 septembre 2013.

Pierre Lebacq

L'idée de départ était une tournée dans les villages partenaires du « Projet pompiers OVR », mais, avec la distance et la géographie, cela n'est pas possible. Nous avons donc retenu trois centres régionaux de ce projet pour trois soirées concert : à Livezi (BC), à Deda (MS) et à Gherla (CJ).

Cette tournée à travers la Roumanie a été l'occasion de partager, d'échanger, de faire parler de nos actions en Roumanie… mais aussi en Suisse car, à chaque fois qu'il en aura l'occasion, Marc racontera ce projet…

Alors en route pour ce voyage. Mais avant. Vous ne connaissez pas Marc Aymon ?… Découvrez-le à travers son site Internet www.marcaymon.com

Cinq participants pour ce voyage… Marc Aymon, David Glassey (sonorisation), Francisc Giurgiu (OVR-Roumanie), Pierre Lebacq (PVR-Belgique) et Pascal Praz.

Dimanche 25 aout 2013
Arrivée en Roumanie.

Lundi 26 août 2013 – Bucarest, à la Maison suisse
Soirée « concert de l'amitié » organisée par OVR, en partenariat avec l'Ambassade de Suisse à Bucarest. C'était l'occasion de rassembler les partenaires de nos actions, les sponsors de nos projets et la communauté d'affaires suisse… Une quarantaine de participants pour ce concert de lancement, suivi d'une dégustation de produits de Suisse et de la région moldave… Un moment d'échanges et de contacts, pour lancer cette tournée… mais aussi rencontrer nos partenaires et amis (représentants de l'Ambassade de Suisse et du Programme de coopération Suisse-Roumanie, responsables de l'IGSU, etc.).

Mardi 27 août 2013 – Buzău (BZ), au Centre culturel francophone
Avant le départ de Bucarest, petite séance à l'Ambassade de Suisse avec le responsable du Bureau de la coopération, afin de faire le point sur la Contribution suisse.

Arrivée ensuite à Buzău pour une rencontre avec les responsables du Conseil de *județ*.

La soirée concert organisée au Centre culturel francophone, en partenariat avec PVR-Belgique, a débuté avec, en première partie, le groupe folklorique *Plaiurile Mioriței*, puis la production de Marc Aymon, accompagné pour la chanson finale par deux jeunes artistes de Buzău.

Près de 150 personnes ont assisté à cette soirée. Une collecte était organisée à la sortie et le bénéfice attribué à l'accueil extra-scolaire d'enfants défavorisés… Une action à la fois culturelle et sociale…

Mercredi 28 août 2013 – Teşcani (BC), à la Maison Enescu
Deux arrêts en route, afin de rencontrer le directeur de l'hôpital d'Adjud, partenaire principal de la « Commission santé

Pierre Lebacq
Buzău (BZ) – Marc est accompagné par deux jeunes artistes de la ville

OVR-CH », et à Oneşti à la caserne de l'ISU, pour retrouver le major Caraşel, partenaire du centre de Livezi.

Une cinquantaine de participants ont assisté à la « rencontre musicale » organisée par OVR-Roumanie à Teşcani dans la maison natale du compositeur Enescu, en ouverture du festival. Cet événement a rassemblé les représentants des localités de la région, partenaires de notre projet pompiers, ainsi que des enfants des paroisses catholiques de la région, à qui nous avons offert cette excursion sur les traces du compositeur Enescu.

Cet événement a reçu l'autorisation du ministère de la Culture de Bucarest.

Jeudi 29 août 2013
Journée de voyage et de culture.

Vendredi 30 août 2013 – Alba Iulia (AB)
Organisée par le Rotary-Club de Alba Iulia, cette soirée-concert a réuni près de 120 participants issus des Rotary-Club du *județ* de Alba. Un échange musical avec le chanteur de musique populaire Ionuț FULEA, très connu en Transylvanie, a également eu lieu.

Pierre Lebacq

Deda (MS) – Le groupe folklorique de la ville passe en première partie de concert

Samedi 31 août 2013 – Deda (MS), à la Maison de la culture
Organisé par la Mairie de Deda, la « soirée de l'amitié Suisse-Roumanie » a rassemblé plus de 150 personnes… Cette soirée a débuté par la remise de Diplômes de mérite de la part de la Mairie de Deda, mais également de l'ISU (Inspectorat pour les situations d'urgence) de Mureş, représenté par l'Inspecteur chef. Ces mérites ont été adressés aux responsables du SVSU de Deda et également à l'OVR-CH pour le projet « Pompiers » réalisé. La partie artistique a été assurée par le groupe folklorique de la ville de Deda, en première partie du concert de Marc Aymon.

Pierre Lebacq

Gherla (CJ) – Trois jeunes artistes de la ville se sont jointes à Marc Aymon à Gherla et à Nasăud

Dimanche 1er septembre 2013 – Gherla (CJ), à 18h00, Maison de la culture
Près de 120 personnes pour ce concert organisé par la Mairie de Gherla et le Rotary-Club Gherla. En première partie de concert, trois jeunes artistes de Gherla ont chanté quelques chansons. Ces artistes se sont également produites à Alba Iulia et à Nasăud.

A l'occasion de ce concert à Gherla, Marc Aymon, avec l'Association Nendaz-Gherla, a remis sa sono aux responsables du Rotary-Gherla, pour qu'elle soit mise à disposition des institutions, sociétés et artistes de Gherla, lorsqu'ils en ont besoin.

Lundi 2 septembre 2013 – Gherla (CJ), à 12h00, Pension Ioana
40 résidants de la maison de retraite de Gherla ont été invités à une excursion, suivie d'un repas de midi, animé par Marc Aymon… Riche moment d'échange et d'amitié.

La soirée s'est déroulée à Nasăud avec un concert organisé par le Rotary-Club de Nasăud. Cette soirée a réuni plus de 50 personnes qui ont assisté à la production de Marc Aymon.

Mardi 3 septembre 2013 – Gherla (CJ), au pénitencier
Moment probablement le plus fort de la tournée avec la production de Marc Aymon devant plus de 100 détenus du pénitencier de Gherla… Moment magique mais surtout unique… d'apporter quelque chose à ces spectateurs… La Direction de la prison a également trouvé cette idée remarquable, car les occasions sont rares.

Mardi 3 septembre 2013 – Cluj (CJ), au Jardin botanique
Concert de clôture de la tournée.

Près de 250 spectateurs se sont retrouvés dans le Jardin botanique de Cluj pour le concert final, organisé dans le cadre du festival *Scena Urbana* par l'Ordre des architectes de Transylvanie…

Pierre Lebacq

Cluj (CJ) – Le soir, trois ballerines de l'opéra ont dansé sur des chansons de Marc Aymon

Moment de grâce avec la participation de 3 ballerines de l'Opéra de Cluj qui ont dansé sur 3 chansons de Marc Aymon…

L'Ambassade de Suisse était également représentée pour ce concert de clôture… avant de reprendre l'avion pour la Suisse le mercredi…

Merci à toutes les personnes qui ont œuvré à la réussite de ce voyage.

Merci aux sponsors qui ont rendu cette aventure possible : l'Ambassade de Suisse à Bucarest, le Swiss Sponsor's Fund, l'Organisation internationale de la Francophonie et le Programme de coopération Suisse-Roumanie…

Et je laisse le mot de la fin à Marc.

Pascal PRAZ

Message de Marc Aymon

1300 kilomètres sur les routes de Roumanie, de Bucarest à Cluj, avec tant et tant de villages traversés, tant et tant de regards croisés. De concerts en concerts, les beaux souvenirs ne meurent jamais. Peut-être le cadre du jardin botanique, la rencontre sur scène avec deux jeunes musiciens à Braşov, les enfants à Teşcani, les prisonniers du pénitencier haute-sécurité de Gherla, les danseuses si gracieuses de l'Opéra de Cluj, les fins de concerts souvent au milieu des gens. Sans doute un peu tout ça. Et ces regards, toujours ces regards. Avec l'impression d'être les plus proches du monde, alors que l'on se connaît depuis une heure. Peut-être pas qu'une impression. Les beaux souvenirs ne meurent jamais.

Marc AYMON, octobre 2013

Pierre Lebacq

Les représentants de 3 associations pour les villages roumains, Francisc Giurgiu (OVR-Roumanie), Pierre Lebacq (PVR-Belgique) et Pascal Praz (OVR-Suisse), entourent Marc Aymon, avec 3 responsables du Centre culturel francophone de Buzău

Avec le soutien de :

Swiss Sponsors' Fund România

PROGRAMUL DE COOPERARE ELVEȚIANO-ROMÂN
SWISS-ROMANIAN COOPERATION PROGRAMME

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie

Projet « Pompiers »

Les actions continuent

Depuis la création du centre régional de Crucea, les actions ont continué pour le projet « Pompiers »…

Deux camions-remorque de matériel ont été acheminés au centre SVSU (Service volontaire pour les situations d'urgence) d'Oltina par les pompiers de Martigny, deux camions-remorque de matériel transporté dans le cadre de notre projet et ce matériel a été stocké dans notre dépôt roumain… pour nos actions 2014. Un camion de matériel prendra encore la route de la Roumanie avant l'hiver…

Avant de passer à l'avenir, nous reviendrons donc brièvement sur l'action.

Oltina 2013 – Avec les pompiers de Martigny, partenaires du centre SVSU Oltina

Du 18 au 22 septembre, une délégation de 8 membres du CSI de Martigny (VS) s'est rendue à Oltina (CT) afin de remettre aux autorités de la commune le matériel récolté et préparé durant quelques mois… Deux camions-remorque de matériel ont pris la route du département de Constanța afin d'acheminer ce matériel.

Il y a eu la formation mais aussi la remise de matériel… pour le SVSU Oltina, avec un bus de commandement et une jeep 4x4, une moto-pompe, une échelle-remorquable, une remorque-compresseur et du matériel pour les volontaires.

Tout cela pour compléter, à merveille, le véhicule tonne-pompe et l'équipement apporté il y a quelques années.

Le camion transportait également du matériel acheminé dans le cadre de notre projet « Pompiers » :

- pour l'ISU du *județ* de Constanța : un compresseur permettant de remplir les bouteilles d'air des appareils de protection respiratoire ;

- pour l'école de pompiers de Boldești : un bus pour le transport des élèves et des appareils de protection respiratoire. Ce matériel a été remis au colonel Félix Catea, directeur de l'école de Boldeşti, qui avait fait le déplacement.

A l'occasion d'une cérémonie officielle, le maire d'Oltina, Gheorghe Chirciu, a réuni, autour des autorités de la commune, les représentants de l'ISU du *județ* de Constanța. L'OVR était représentée par Francisc Giurgiu (OVR-Roumanie) et Christiane et Pierre-Daniel Béguin (OVR-Suisse). Quelques représentants des localités partenaires de notre projet ont également fait le déplacement : le maire de Gherla (CJ), Marius Sabo, le vice-maire de Gherla, Ioana Neselean, et une délégation du SVSU Crucea (SV).

Et l'avenir… 2014 – Avancer en partenariat avec la Roumanie…

Début novembre, le Comité de pilotage de l'action « Pompiers » s'est retrouvé, afin de planifier les actions 2014.

Dotation en matériel

Nous souhaitons créer un 6e centre SVSU régional dans le cadre d'un partenariat OVR-Suisse. Une visite de terrain en

CSI Martigny

Jeep 4x4 et moto-pompe pour le SVSU d'Oltina (CT)

Christiane Béguin

Bus de commandement pour les pompiers d'Oltina (CT)

Christiane Béguin

Message de Francisc Giurgiu, membre du Comité de pilotage

Christiane Béguin

Délégation de l'ISU de Constanța

Roumanie aura lieu au cours du premier trimestre 2014 pour rencontrer les élus locaux, évaluer les possibilités d'action et définir les collaborations… Un périple à travers tout le pays pour visiter nos partenaires.

Trois véhicules sont déjà disponibles et seront affectés au renforcement des centres existants… probablement à l'occasion de deux événements, l'un en été et l'autre en septembre, pour la suite de nos actions.

Nous poursuivons évidemment toujours la collecte de matériel.

Formation et collaboration

Au-delà de la dotation en équipement, notre projet compte un autre axe important : l'échange d'expérience…

Jusqu'à présent l'échange s'est déjà mis en place avec les maires des localités accueillant un centre régional, qui se sont retrouvés à deux reprises en 2013 (Crucea en juin et Oltina en septembre)…

Il est maintenant temps de mettre en lien les pompiers-volontaires avec notre projet de cours de formation qui réunira des volontaires, actifs sur le terrain… Ce projet, important pour nos actions, se déroulera dès cet automne…

Un troisième axe de notre action est l'échange d'expérience et la collaboration avec les pompiers militaires de l'IGSU… tant au niveau national, avec le Colonel Burlui et son équipe, que dans les *județ* partenaires à Cluj, Oneşti/Bacău, Mureş, Constanța ou Suceava. Afin de renforcer ces liens, mais aussi de mieux comprendre la manière de travailler de chacun, nous souhaitons convier des représentants de l'IGSU à une visite de travail en Suisse. Nous ne manquons pas également, à chaque passage à Bucarest ou dans les régions, de rencontrer ces partenaires essentiels de notre projet.

Après quelques mois, nous nous sommes aperçus que de plus en plus de communes roumaines ont pris conscience de l'importance, de la nécessité, de disposer d'un service de pompiers-volontaires… Et les sollicitations sont importantes…

Ce projet peut donc présenter, pour certaines associations OVR, l'occasion de développer un nouveau projet dans le village partenaire…

Le Comité de pilotage met volontiers à disposition des associations intéressées ses expériences et ses contacts dans ce domaine… pour en faire un vrai projet OVR…

Vous trouverez également sur le site www.ovr-suisse.ch les « *Info-Flash* » de notre projet, et vous pouvez vous y abonner gratuitement en le demandant à pascal-praz @bluewin.ch

Le Comité de pilotage
Francisc GIURGIU – Christophe PRAZ – Pascal PRAZ

Christiane Béguin

Délégation des pompiers de Martigny, devant le local du feu de Oltina, en compagnie des représentants de l'ISU

Coin bibliothèque : *Deux écrivains de l'émigration*

L'actualité nous propose deux livres qui, au départ, ne devraient rien avoir en commun. Et pourtant, quelques similitudes s'en dégagent. Les deux auteurs sont originaires de la même région, Craiova. Tous deux ont quitté la Roumanie pour trouver ailleurs une vie meilleure. Les conditions d'insertion dans leur nouveau milieu ne sont pas les mêmes, mais leur réussite les met sous les feux de l'actualité : émissions de radio, de télévision ou prix littéraires. Les styles d'écriture sont très différents, l'un axe son travail sur la recherche et l'expérience littéraires, l'autre témoigne, décrit et raconte.

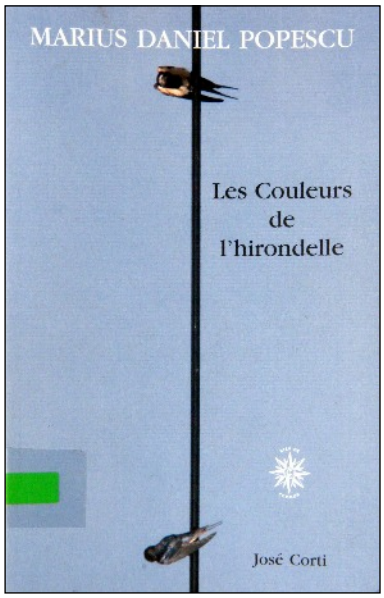
Tous deux issus de l'émigration, ils manifestent à leur manière leur attachement à leur pays d'origine.

Les couleurs de l'hirondelle

POPESCU Marius Daniel, *Les couleurs de l'hirondelle,* Ed. José Corti, Paris, 2012.

Après la mort accidentelle de son père, point de départ de son premier roman, *La symphonie du loup*, le décès de sa mère marque le début du dernier roman de Marius Daniel Popescu.

Dans son style très particulier, précis, haut en couleur, effervescent, Popescu, maintenant orphelin, décrit tout ce qu'il fait et voit du quotidien domestique, professionnel, de la rue et de la vie très ordinaire. Tout est matière littéraire, comme s'il fallait utiliser tous les mots à disposition pour transcrire tout ce qui se perçoit par tous les sens, y compris tout ce qui s'exprime par les gestes. A le lire, on s'y croit, c'est comme dans un film qui passe au ralenti.



Hubert Rossel

Jean-Louis Kuffer a parlé d'une « chronique polyphonique » ; Yves Laplace d'une « cantate », « d'une déformation limpide du roman en autobiographie indirecte ». Je n'ai pas voulu une structure habituelle, explique Marius Daniel Popescu. J'aligne des scènes qui n'ont pas de lien entre elles. Mais c'est exactement comme ça que fonctionne le cerveau humain : notre pensée n'est pas linéaire, notre attention est distributive... Nous passons par des pensées contradictoires, antagonistes... Vous êtes en train de discuter avec moi, mais en même temps, votre esprit s'échappe vers d'autres horizons. Mon écriture obéit aux mêmes lois. »
Extraits, Jean Ammann, *La Liberté,* Fribourg, 17 mars 2012.

Les détours, les aller-retour dans les temps et les espaces différents, pour ensuite mieux revenir à l'essentiel, constituent la trame de ce récit dense et paradoxalement, en même temps, très détaillé.

Chez Popescu, le choix de style par d'incessants passages du *tu* au *il* ou *vous,* autant de narrateurs différents, nous emmènent dans son enfance en Roumanie en feuilletant, comme il le dit, les pages de sa mémoire.

Le retour pour l'enterrement de sa mère lui rappelle les réalités pénibles d'une ère pas encore révolue dans des régions qui peinent encore à sortir d'un passé pas toujours glorieux. Sous forme de *flash-back*, il se revoit sous le régime du parti unique. Même si celui-ci lui laisse bien des souvenirs peu agréables, il n'en reste pas moins que les enfants restent des enfants et qu'ils peuvent s'amuser avec des riens au bord de la rivière, relayer les jeux traditionnels et universels, comme le saute-mouton, ou se livrer à des inventions qui, même sur un tas de gravats, restent des jeux d'enfants. Et ces souvenirs-là sont de solides points d'ancrage. La vie difficile des adultes laisse bien plus de traces, car leurs inquiétudes déteignent sur les enfants qui ressentent les angoisses et les incertitudes de leurs parents. La virée à vélo pour retourner chez sa grand-mère dans la maison familiale et son jardin est touchante. De même, le fait qu'il ne reçoive aucune part de la vente de la maison familiale et cela pour le pousser à partir à l'étranger et y tracer sa voie.

C'est aussi la Roumanie d'aujourd'hui que Popescu raconte. Voulant faire connaître le pays à sa fille, il y retourne régulièrement, il y observe et, surtout, il y subit la vie d'aujourd'hui avec ses lenteurs et ses complications administratives, les difficultés de communication, une certaine nonchalance ou désinvolture, qui aboutissent à des situations dramatiques ou cocasses et qui, vues d'ici, ne sont pas imaginables.

Mais serait-ce une forme de devoir de mémoire ? Car entre les lignes transparaît, à l'insu de l'auteur peut-être, une certaine tendresse pour son pays blessé et qui n'en finit pas de panser ses plaies.

Le livre reflète aussi une vie personnelle très compliquée et tumultueuse. Cette réalité-là est en filigrane et elle est douloureuse et bien présente. Les aller-retour entre avant et maintenant, entre là-bas dans les Carpates et ici à Lausanne, demandent de la part du lecteur une attention persévérante ! Émaillé de portraits et d'anecdotes, le récit avance et vous permet de voir se dessiner une image de plus en plus précise de cette « autobiographie indirecte ».

Assis entre deux chaises, entre deux cultures, pris entre l'étau du passé et le présent pas si simple, l'équilibre nécessaire à une vie harmonieuse se cherche. Popescu y arrivera-t-il jamais ? Probablement, car sous le foisonnement des mots, une lecture de la vie, du monde, des mondes dans lesquels nous vivons, se fait mots, phrases, textes pour qui arrive à se laisser emporter par le flot de l'écriture de Popescu et son sens de l'observation inépuisable. Il y a de l'ordre de l'universel qui se fait jour dans cette œuvre ! Le mérite du livre est sans nul doute à chercher là, entre les lignes et les paragraphes, et il vaut la peine de s'accrocher !

En fin de compte, « *Les couleurs de l'hirondelle* » ouvre beaucoup de portes et le titre n'est pas si innocent, car l'hirondelle est de couleur noir/blanc mais c'est aussi l'oiseau du printemps, de la vie sans cesse renaissante et renouvelée ! Certaines hirondelles ont des taches rouges : rouge du sang ou de l'amour ?

POPESCU Marius Daniel,
- *La Symphonie du loup,* Ed. Corti, Paris, 2007. Prix Walser 2008, le roman en est à sa 3e édition.
- *Les couleurs de l'hirondelle,* Ed. José Corti, Paris, 2012. Prix fédéral de littérature, 2012.

Vera ROSSEL
(octobre 2013)

«Marius Daniel Popescu, est né à Craiova (Roumanie) en 1963, et est établi à Lausanne depuis 1990, où il gagne sa vie en qualité de chauffeur de bus aux Transports publics locaux. Il est poète et prosateur. Il a commencé de composer et publier de la poésie dans son pays d'origine, où parurent quatre recueils. Son premier ouvrage de poèmes en langue française, intitulé 4 x 4, poèmes tout-terrain et publié par les éditions Antipodes, à Lausanne, fut suivi en 2004 par Arrêts déplacés, chez le même éditeur, qui obtint le Prix Rilke 2006. Proche du quotidien par sa poésie, dans une veine rappelant parfois le lyrisme urbain d'un Raymond Carver ou d'un Charles Bukowski, Marius Daniel Popescu a lancé dès 2004 un journal littéraire Le Persil. » [http://www.jose-corti.fr/titresfrancais/couleurdelhirondel le.html]

Je suis Tzigane et je le reste. Des camps de réfugiés Roms jusqu'à la Sorbonne. Témoignage

Anina, *Je suis tzigane et je le reste. Des camps de réfugiés Roms jusqu'à la Sorbonne*, Témoignage, City-Editions, 2013 (Anina CIUCIU et Frédéric VEILLE pour l'élaboration du texte).

Dans l'actualité des derniers mois, on relève le témoignage écrit de cette jeune femme rom qui sillonne les librairies et les universités françaises. Son histoire écrite avec Frédéric Veille, journaliste, écrivain et animateur de radio, se situe parmi les meilleures ventes du moment. Par son récit, Anina revendique ses origines et son héritage et pense que c'est le meilleur moyen pour donner une autre image de la communauté Rom. Née à Craiova, en Roumanie, elle arrive en Italie avec sa famille en juillet 1997 et en France en décembre 1997. Actuellement, elle poursuit ses études à l'École Nationale de la Magistrature (ENM) pour devenir juge. Après de multiples difficultés, elle a obtenu la nationalité française en juillet 2013, identité indispensable pour exercer ce métier.

Victimes comme beaucoup d'autres de la sédentarisation forcée à l'époque de Ceauşescu, sa famille et sa communauté vivaient dans de vieilles maisons construites en périphérie de Craiova. Confort et équipements totalement négligés par les pouvoirs publics ! Pourtant, ses parents regrettent cette période de sédentarisation obligatoire et sévère (leur langue, ils n'avaient pas le droit de la parler) mais, au moins, ils pouvaient travailler et, selon la solidarité qui est la règle de la communauté, subvenir aux besoins des différentes générations qui la constituaient. Son grand-père tenait une épicerie, sa mère était aide-infirmière et son père, comptable dans un magasin automobile. Une vie normale dans un appartement comme la plupart des Roumains à l'époque. Avec la chute de Ceauşescu, c'est le début de la ségrégation. Dénoncés comme Tziganes, le grand-père perd son commerce et les deux parents leurs emplois respectifs. Pas d'aides à obtenir d'un système social déjà bien précaire. En 1997, à bout de ressources, les parents d'Anina décident de partir avec leurs trois filles. Le rêve du père est d'atteindre la France, pays dont il a fait le paradis de la liberté et des droits de l'homme. Endettés auprès de la famille et de la communauté pour payer le passage en camion, en compagnie d'une vingtaine d'autres Roms, ils échouent en Italie, dans un campement dans la banlieue de Rome ; en fait, « le plus grand et le plus ancien camp rom d'Europe ». Au milieu des détritus, des rats, de la poussière ou de la boue, ils habitent dans une caravane délabrée, couverte de plastic bleu retenu par des vieux pneus. Durant six mois, c'est la clandestinité, la promiscuité, la saleté, les conditions d'hygiène déplorables car inexistantes, un seul point d'eau pour 800 personnes ! Pour survivre et reprendre le chemin du rêve brisé et échapper à cet enfer, pas d'autres solutions que la mendicité. Honte indescriptible ressentie par Anina, sa maman et ses sœurs ! Le père trouve des petits boulots. Objectif: se rendre en France. Ils y réussissent en décembre 1997, après bien des péripéties. L'eldorado rêvé n'est évidemment pas au rendez-vous. De *squat* en logement social ou en foyer et hébergements temporaires, qui permettent de reprendre espoir, de Lyon, puis de Valence à Mâcon, les enfants ont pu commencer leur scolarité et apprendre le français.

Hubert Rossel

Mais sans titre de séjour, pas de droit au travail, donc pas de revenus, même maigres. La décision d'expulsion arrive. Recours et discussion, rien n'y fait. Le renvoi est inéluctable. La voie de la clandestinité se dessine d'elle-même car le retour à Craiova ne peut être envisagé.

Avec les maigres économies grappillées sur les aides sociales, le père achète une camionnette qu'il aménage en logement provisoire et ils aboutissent à Bourg-en-Bresse. Retour au précaire, à la mendicité, à l'incertitude jusqu'au jour où une rencontre change le

cours de leur vie : Jacqueline et Pierre La Fontaine et Marie-Claude Gimet. Remuant ciel et terre, faisant intervenir amis et connaissances, après deux ans de galère et de misère, la famille finit par obtenir un logement convenable et un titre de séjour, d'abord d'un mois, puis de trois et enfin d'un an. Ce dernier permet la recherche d'un travail. La vie se normalise et c'est le début de la dignité retrouvée ! Les filles, souvent rejetées ou mal acceptées en classe, travaillent bien à l'école et, avec l'aide de Jacqueline, ancienne institutrice, elles obtiennent de très bons résultats. Les parents ont très bien compris que leur avenir à tous dépend maintenant de l'éducation des quatre filles. Elles ont toujours reçu de leur part le soutien et l'encouragement indispensables pour progresser et, surtout, ils leur ont laissé la liberté de choix. Nous sommes loin de l'image des parents tziganes exploitant leurs enfants dans la rue !

Anina décroche un baccalauréat S avec mention, et elle poursuit maintenant sa deuxième année de maîtrise en droit à la Sorbonne – devenant la première Rom admise dans cette institution. Ses sœurs aussi poursuivent de bonnes formations.

Mais étudier pour devenir avocate et magistrate ne lui suffit pas. Depuis la parution de son livre, elle est devenue une référence et, surtout, une voix pour les Roms européens. Chaque fois qu'elle en a l'occasion, elle prend la parole contre les stéréotypes et les préjugés. En parlant, elle démonte les fausses allégations des politiciens, dénonce les injustices et le manquement à la loi française, rappelle les engagements pris, dans le cadre de l'Union européenne, du pays qui se réclame des droits de l'homme. Elle en appelle aux chiffres, comme ceux des statistiques du Conseil de l'Europe. Les Roms sont environ 6 millions au sein de l'Union européenne et entre 10 à 12 millions sur l'ensemble du Vieux continent. Avec moins de 20 000 Roms, la France est loin du peloton de tête. Ils seraient 750 000 en Espagne, 150 000 en Italie, 105 000 en Allemagne et 50 000 en Suède.

Elle dénonce la montée en épingle d'une situation qui ne correspond pas à la réalité et cela dans un contexte polémique et, surtout, exploité à mauvais escient à des fins politiciennes et électorales.

Refusant de se mêler à toutes ces contradictions, elle veut surtout démonter l'engrenage de la peur, des idées fausses et des images négatives et humiliantes trop facilement véhiculées par la rumeur et surtout trop souvent relayées par les médias.

« Je veux qu'à l'avenir, plus aucun Rom n'ait honte de ses origines et prouver que l'image que l'on en donne ne correspond pas à la réalité », précise Anina. « Je n'empêcherai jamais les gens de dire que les Roms sont nuisibles, que, s'il y eu des vols à côté de chez eux, c'est à cause des Roms. Je veux simplement qu'ils comprennent que, comme dans bien d'autres communautés ou ethnies, les personnes ne sont pas toutes les mêmes. Certains ne sont pas décents, on ne peut pas le cacher, d'autres sont des gens honnêtes, qui méritent une place dans la société et qui méritent d'être respectés. » Anina revendique totalement ses origines, les valeurs de sa communauté comme le respect de la famille, des anciens, de ses parents. Cette culture du partage et de la solidarité, elle la considère comme un héritage précieux qui a permis de devenir ce qu'elle et ses sœurs sont maintenant. C'est à toute la communauté familiale et surtout à ses parents qu'elle le doit. En s'affirmant telle qu'elle est, Anina s'adresse également à l'ensemble des Roms, que ce soit ceux restés au pays ou ceux installés à l'étranger, en France ou ailleurs. En décrivant son parcours, elle les encourage à l'éducation et la formation.

« J'aimerais aussi que mon parcours et mon message arrivent jusqu'aux oreilles des Roms de Roumanie. J'aimerais les persuader qu'ils ne doivent pas se résigner à leur vie. J'aimerais répéter de façon encore plus insistante aux jeunes Roms qu'ils ne doivent pas se contenter d'une existence médiocre, qu'ils ne doivent pas avoir peur de se forger de grands rêves et de les mener à bien. Avec du travail on peut réussir. Avec un peu de chance et un peu d'aide aussi. Je veux leur dire de cesser de se complaire dans cette image infâme qu'on leur a façonnée. Ils doivent fournir deux fois plus d'efforts que nécessaire pour prouver qu'ils méritent le respect normalement dû à chacun du simple fait de sa nature humaine. »

Bouleversant d'authenticité et de réalisme, ce livre-témoignage change le regard posé sur les Roms face à la mendicité, face à leur intégration en Europe occidentale mais, aussi, face à la situation en Roumanie actuellement.

Vera ROSSEL
(novembre 2013)

Un nouveau vol Bucarest-Genève !

A partir du 26 novembre 2013, la compagnie nationale de Roumanie TAROM proposera deux vols par semaine entre sa base à l'aéroport Henri Coanda et **Genève – Cointrin**, opérés en **Boeing 737-700** pouvant accueillir 14 passagers en classe Affaires et 102 en Economie.

Le vol du mardi décollera à 9h40 (arrivée 12h15) et celui du samedi à 15h10 (arrivée 17h45), avec des retours de Suisse respectivement à 6h10 (arrivée 8h55) et 11h35 (arrivée 14h20). Seule concurrente sur cette route pour Tarom qui ne l'avait pas opérée depuis 1991 selon *Airline Route* : la low cost hongroise **Wizz Air**.

Source : < air-journal.fr > du 22 octobre 2013 et site de TAROM. Renseignements complémentaires sur les autres nouvelles liaisons **Tarom** au départ de Bucarest, cf. : https://www.tarom.ro/fr/destinations/gencve/, éventuellement le site de l'aéroport de Genève : http://www.gva.ch

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

Les problèmes économiques et leurs retombées sociales ne sont pas les seuls sujets de mécontentement de la population roumaine. La restructuration administrative du pays et la question de la régionalisation suscitent aussi des tensions, des manifestations et des prises de position de la part des différents segments de la société, qu'il s'agisse d'individus, de groupes sociaux ou d'organisations gouvernementales ou non gouvernementales. Aperçu de la presse de ces derniers mois à propos.

Tensions autour de la régionalisation

Le Premier ministre Victor Ponta a affirmé que le gouvernement assumera sa responsabilité après la réforme de la Constitution sur la régionalisation et la décentralisation, seulement s'il existe un accord entre les forces politiques parlementaires, notamment l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR) et le Parti populaire de Dan Diaconescu (PP-DD). Selon Ponta, si l'accord ne se fait pas, *"la loi sera discutée devant chacune des Chambres. La régionalisation est aussi sérieuse que le changement de la Constitution, et elle ne se fera pas en imposant la volonté de l'USL* (Union social-libérale au pouvoir, ndlr)*"*. Liviu Dragnea, le vice-Premier ministre, soutient lui aussi cette proposition, arguant que *"c'est la seule manière de faire adopter la régionalisation avant la fin de l'année"*. Mais, Laszlo Borbely, le vice-président de l'UDMR, n'est pas de cet avis. Il a déclaré que l'UDMR n'était pas d'accord pour que le gouvernement assume sa responsabilité quant à la régionalisation. Selon lui, *"c'est une loi trop importante, sûrement l'une des plus importantes de ces dernières années, pour éluder les discussions la concernant"*. M. Borbely fait notamment allusion au découpage administratif, les Hongrois risquant de perdre leur majorité dans certaines régions si la loi passe telle qu'elle a été rédigée. (www.lepetitjournal.com, Bucarest, 29 avril 2013)

*** *** ***

Décentralisation en Roumanie : opportunité ou coquille vide ?

C'est la plus grande réforme de ces dernières années : la décentralisation du pays, qui passe par le regroupement des départements en huit grandes régions. Pour le gouvernement, la modernisation de l'administration publique doit contribuer à une meilleure absorption des fonds européens et à une réduction des disparités économiques. Le projet sera soumis à référendum en octobre. Décryptage.

La Roumanie est le dernier pays d'Europe de l'Est à créer des régions et à mettre en place un processus de décentralisation. Ces deux lourdes tâches reviennent depuis quelques mois à Liviu DRAGNEA, Vice - Premier ministre du Développement régional de l'administration publique (MDRAP). Mais la question ne date pas d'hier. En 1998, une régionalisation avait déjà été initiée. Le pays avait alors été découpé en huit « régions de développement » pour atténuer les disparités économiques existantes entre les 41 département roumains.

Pourtant, quinze ans plus tard, certains considèrent cette politique comme un échec.

A l'image de Dumitru SANDU, sociologue et coordinateur du Conseil consultatif de la Régionalisation (CONREG), un groupe d'experts impliqué dans la mise en place de la décentralisation : *« le modèle de 1998 a échoué car, d'une part, ces régions n'ont jamais eu de réel statut administratif, et d'autre part, parce que les départements n'ont pas assez coopéré entre eux. C'est pourquoi nous avons besoin d'une structure institutionnelle qui facilite les échanges entre départements ».* La création de véritables entités administratives régionales permettrait, selon le sociologue, de combler le retard de la Roumanie en terme de développement.

Améliorer l'absorption des fonds européens

Elle permettrait également d'améliorer l'absorption des fonds européens. Car, ici aussi, la Roumanie est à la traîne : son taux d'absorption des fonds structurels ne dépasse pas les 21 %. Selon le sociologue, *« ce problème est principalement dû à la manière dont est organisée l'administration publique. L'idée est donc de la moderniser pour que les fonds soient mieux absorbés ».*

« Relier les régions roumaines directement à Bruxelles », tel est le souhait récemment formulé par Liviu DRAGNEA, ou autrement dit que les fonds européens soient gérés par les régions elles-mêmes, selon leurs besoins, sans l'intervention de Bucarest. Pour le sociologue, cette réforme est urgente *« on ne peut plus attendre, plus on reporte la modernisation de l'administration publique, plus les problèmes risquent de s'aggraver. De plus, si la Roumanie veut accéder à la nouvelle stratégie pour les fonds européens prévue pour la tranche 2014-2020, c'est maintenant qu'il faut réformer. »*

Combattre les problèmes avec les bons outils

Cependant certains doutent que la décentralisation soit la solution à tous les problèmes de la Roumanie. Un *think-tank* roumain, la Société Académique Roumanie, s'interroge ainsi dans son dernier rapport : *« La régionalisation peut-elle résoudre tous ces problèmes ? Existe-t-il d'autres mesures qui permettraient une meilleure absorption des fonds européens ? ».*

Ce questionnement est récurrent au sein de la société civile et il est aussi partagé par Sorin IONIȚA, spécialiste des questions européennes et membre de l'ONG Expert Forum. *«Cette hypothèse qui lie décentralisation et absorption des fonds européens ne tient pas vraiment la route. La Pologne que nous prenons toujours en exemple, a amorcé sa décentralisation il y a 10 ans déjà et elle absorbe les fonds européens bien mieux que nous. Mais la Hongrie, qui n'a pas créé de régions, possède aussi un très bon taux d'absorption, il n'y pas de corrélation entre ces deux phénomènes »*. Pour cet expert, *« il faut combattre les problèmes avec les bons outils ».*

Un débat superficiel

Sorin IONIȚA va plus loin dans sa critique et pointe du doigt deux aspects un peu oubliés des autorités roumaines. *« Il manque deux choses importantes dans ce débat »,* explique-t-il, *« la liste des attributions des futures régions et leurs moyens financiers. Il est inutile de définir le nombre des régions, leurs noms et leur chef-lieu, si on ne connaît pas leurs attributions »,* explique-t-il, *« mais cela personne n'en parle car c'est abstrait ! Dans les médias, on préfère s'enflammer sur le choix des chefs-lieux de régions, se disputer sur leurs noms et débattre du découpage territorial car ce sont des sujets visuels et graphiques ».*

Le ministère du Développement régional n'a pas souhaité répondre à nos questions. Il n'en reste pas moins que, chaque semaine, la régionalisation est débattue dans les médias. Leur interrogation préférée est la suivante : la minorité hongroise aura-t-elle droit à une région indépendante ? Les Roumains devraient être bientôt fixés, un référendum sera organisé en octobre. (*Le Courrier des Balkans,* 19 août 2013)

*** *** ***

Régionalisation : l'effort incontournable

La régionalisation (ou décentralisation de l'Etat) est l'une des réformes administratives les plus attendues de l'année 2013. Coordonnée par le ministre du Développement régional et vice-premier ministre Liviu Dragnea, il s'agit d'un processus complexe, délicat à mettre en place et qui suscite bien des interrogations. Décryptage avec le sociologue Dumitru Sandu, également coordinateur du Conseil consultatif pour la régionalisation (CONREG).

Regard : Quel est le but de la régionalisation ?
Dumitru Sandu : On dit souvent qu'elle permettra d'augmenter l'absorption des fonds européens. Mais c'est juste une partie de la réponse. La raison principale de cette réforme est surtout d'améliorer le fonctionnement de l'administration publique roumaine, car la maigre absorption des fonds européens résulte d'abord de la manière dont est organisée l'administration publique. Une organisation plutôt mauvaise qui a des répercussions sur la qualité des services publics, la santé, l'éducation… Tout cela maintient le décalage entre les régions.

En 1998, la Roumanie a déjà mis en place les « régions de développement » (regiunile de dezvoltare) afin de réduire les disparités économiques, qui se sont pourtant accentuées. Comment ces « nouvelles » régions pourront-elles faire mieux ?
En 1998, huit régions de développement ont effectivement été créées, mais elles n'ont pas été efficaces car elles n'ont jamais eu de statut administratif, et donc aucun pouvoir réel. Cette constatation nous amène à un autre problème de taille pour la Roumanie : le manque de coopération entre les départements. Seule une nouvelle structure institutionnelle pourra faciliter les échanges entre les départements. Nous avons absolument besoin d'une matrice qui les regroupe et les lie.

Pourquoi avoir choisi de prendre la régionalisation polonaise comme modèle ?
Ce n'est pas un hasard. Nous ne pouvions pas nous inspirer de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne, car ce sont des sociétés totalement différentes. La Pologne ressemble beaucoup à la Roumanie sur différents points : hétérogénéité de la population, disparités entre l'est et l'ouest, écart de développement entre la capitale et le reste du pays. Le choix de la Pologne a été simple, d'autant plus que les Polonais ont construit un modèle efficace de régionalisation.

Sur quels principes cette régionalisation se base-t-elle ?
D'abord sur celui de la subsidiarité, qui consiste à placer au plus près des citoyens les services et les compétences dont ils ont besoin, comme la santé ou l'éducation. D'autre part, si les services publics d'une même région commencent à travailler ensemble, ils ne dépendront plus de la capitale, et le citoyen n'aura plus besoin de se rendre à Bucarest pour résoudre ses problèmes. L'idée est aussi de réduire les coûts de déplacement, de communication et d'organisation. Ceci étant, seule une régionalisation bien pensée peut amener des effets positifs. Peu importe le nombre de régions que l'on dessinera, ce qui compte est avant tout la manière dont les institutions et les services publics seront conçus. En termes de découpage, il s'agira de garder les départements, et de rajouter un niveau entre eux et le gouvernement, c'est-à-dire la région. Les départements sont très importants, ils existent depuis longtemps et la population y est très attachée, tout comme aux régions historiques. Pour le moment, la population est encore en consultation (des élections pour élire les représentants des autorités régionales sont prévues en décembre de cette année, mais le programme de régionalisation a déjà pris du retard, ndlr).

Cette régionalisation entraîne beaucoup de crispation du côté de la minorité hongroise…
Je pense que la régionalisation ne pourra pas résoudre les problèmes culturels et ethniques. La réponse à ces peurs est, selon moi, la suivante : ce ne sont pas les régions seules qui pourront assurer un cadre de vie optimal aux minorités, mais plutôt les régions en partenariat avec les départements. Car les unités territoriales les plus homogènes sont celles de type départemental, donc les demandes des différents groupes culturels doivent surtout être prises en compte au sein même des départements.

La Roumanie est-elle prête ?
Nous n'avons pas le choix… L'idée n'est pas de savoir si le pays est prêt ou pas, on a pris énormément de retard. Revenons rapidement à 1998. A l'époque, la création des régions a été imaginée comme une phase de transition, qui aurait dû durer maximum 10 ans. Même si la Roumanie a réalisé des progrès, elle pallie toujours d'un fort retard par rapport aux pays de l'Ouest, et plus on reportera la modernisation de l'administration, plus les problèmes risquent de s'aggraver. De plus, pour mettre en place la régionalisation, on a besoin d'une volonté politique et d'une forte majorité au pouvoir, qui soutient cette proposition. C'est le cas actuellement, mais jusqu'à quand ? Enfin, si on ne décentralise pas, on ne pourra pas bénéficier du programme des fonds européens pour 2014-2020. Donc, c'est bien maintenant qu'il faut s'y mettre. (Julia Beurq, *Regard*, N° 61, Bucarest, juillet-octobre 2013)

*** *** ***

Décentralisation - Les ONG et la classe politique montent au créneau

Alors que le gouvernement se prépare à adopter jeudi (14 novembre) la forme finale du projet de loi concernant la décentralisation, de nombreuses ONG réclament qu'il soit retiré de l'agenda de l'exécutif et mis en débat public. La classe politique - tous bords confondus - est elle aussi loin d'être satisfaite par cette réforme.
A l'approche de l'approbation par le gouvernement du projet de loi concernant le processus de décentralisation, quinze ONG, dont le Centre pour les ressources juridiques, Pro Democratia, APADOR-CH et la Société académique roumaine, ont envoyé une lettre au Premier ministre Victor Ponta et à Liviu Dragnea, vice-Premier ministre chargé de la mise en place de ce processus. *"Nous considérons que la forme actuelle du projet de loi concernant les mesures de décentralisation est inacceptable étant donné les conséquences graves qu'il pourrait provoquer sur les différents secteurs de la société : nature, patrimoine, santé"*, peut-on lire au début de cette lettre. Les signataires soulignent que le projet favoriserait la corruption dans l'administration publique,

mettrait en conflit d'intérêt les autorités départementales, et pourrait amener à des effets négatifs dans la gestion des ressources humaines. De plus, ils estiment que ces mesures pourraient engendrer des pertes notables du côté des fonds européens.

Pleins pouvoirs aux barons locaux

Au-delà de ces problèmes, l'une des critiques principales faites par les ONG est liée au pouvoir qu'acquerront les conseils généraux. La coalition pour l'environnement qui regroupe 70 associations dénonce que ce projet de loi conférera un *"pouvoir absolu"* aux administrations locales notamment sur l'environnement et le patrimoine, et qu'il deviendrait impossible de contrôler leurs activités. Ce reproche est aussi partagé par l'Institut des politiques publiques, qui l'a signalé il y a quelques jours. La crainte est présente également parmi la classe politique, notamment chez les libéraux ; selon eux, les grands bénéficiaires de cette décentralisation seront les sociaux-démocrates qui sont à la tête du plus grand nombre de conseils généraux dans le pays. Les experts émettent l'hypothèse que dans le cas d'une rupture de la coalition gouvernementale, le Parti social démocrate (PSD) sortirait gagnant et les barons locaux resteraient au pouvoir pour quelques années encore au sein des futures régions.

Du côté de l'opposition, là aussi la grogne monte. Le Parti démocrate libéral (PDL) accuse le gouvernement Ponta *"d'épuration politique"*. Comme l'a expliqué le ministre des Finances, Daniel Chițoiu, 10% du personnel des administrations publiques sera congédié à cause de la restructuration liée aux mesures de décentralisation. A partir du 1er janvier 2014, tous ceux qui dirigent les départements seront démis de leurs fonctions et des concours seront organisés pour chaque poste de fonctionnaire public. Les démocrates-libéraux craignent donc de perdre leurs postes au sein de ces administrations, et ont déjà annoncé vouloir attaquer le projet de Dragnea devant la Cour constitutionnelle. (Julia Beurq, www.lepetitjournal.com, Bucarest, 11 novembre 2013)

*** *** ***

Décentralisation - Le gouvernement a engagé sa responsabilité devant le Parlement sur la décentralisation

Après un court débat boudé par les élus du Parti démocrate libéral (PDL), principal parti d'opposition, le gouvernement roumain a engagé hier sa responsabilité sur la loi de la décentralisation devant le Parlement.

Le texte prévoit le transfert des compétences aux autorités locales dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la culture, de l'enseignement pré-universitaire, de la jeunesse et des sports, du tourisme, et il représente l'une des principales réformes administratives post-communistes. "Nous rompons avec le passé centraliste de l'Etat communiste", a déclaré le Premier ministre Victor Ponta devant les parlementaires. Pour dénoncer ce passage en force sur une loi aussi importante, le PDL a annoncé qu'il allait déposer dans les trois jours une motion de censure contre le gouvernement. "Pourquoi avoir engagé la responsabilité du gouvernement ? Malheureusement, il y a beaucoup trop de projets importants, comme la loi sur le référendum, qui ont été sabotés par le président", s'est justifié Victor Ponta. La rédaction (www.lepetitjournal.com/Bucarest, 20 novembre 2013)

Danube : un nouveau pont ferroviaire entre la Bulgarie et la Roumanie

Un nouveau pont qui enjambe le Danube et relie la Roumanie et la Bulgarie a été ouvert le 14 juin en présence des Premiers ministres de ces deux pays, ainsi que du Commissaire européen pour les politiques régionales. Des ferries assuraient jusqu'alors la traversée du Danube entre Vidin, en Bulgarie, et Calafat, en Roumanie, sans parvenir à répondre à l'importante demande de transport entre les deux rives. En juin 2000, la décision a donc été prise conjointement entre les deux pays pour construire à cet endroit un nouveau pont, le deuxième sur la portion du Danube que se partage la Bulgarie et la Roumanie. Long de 1,9 km, il comptera en plus d'une voie unique ferroviaire, quatre voies pour les voitures, une piste cyclable et deux trottoirs pour les piétons. L'axe doit devenir un maillage important du futur réseau de transports transeuropéen (RTE-T). (…) Le coût total de l'ouvrage s'élève à 275 millions d'euros, 225 millions apportés par la Bulgarie et 50 millions par la Roumanie, les deux pays ayant reçu un soutien financier des institutions communautaires. (www.ville-rail-transports.com,19 juin 2013)

*** *** ***

ROUMANIE-BULGARIE Un très beau pont... sans route pour l'atteindre

Le pont roumano-bulgare de Calafat-Vidin, nommé La Nouvelle Europe et faisant partie d'un grand axe reliant Dresde (Allemagne) à Istanbul, a été inauguré le 14 juin. C'est une réussite, mais la route qui y mène est presque impraticable, regrette *Ziarul Financiar.*

L'ouverture, près de six ans après le début des travaux, du pont routier et ferroviaire sur le Danube, à Calafat-Vidin [villes du sud de la Roumanie, et du nord de la Bulgarie, à un passage frontalier entre les deux pays] est un des événements les plus importants auxquels j'ai assisté depuis que je suis journaliste.

Une inauguration historique, si l'on pense que, parmi les vingt plus grands ponts du pays, cinq seulement ont été construits après la révolution de 1989... La plus grande part des ponts qu'utilise la Roumanie ont été construits il y a cent ans ! (…)

Ce pont représente un investissement de 300 millions d'euros (financé pour partie par des fonds européens) et se veut un projet d'envergure s'inscrivant dans l'initiative de corridor paneuropéen visant à relier les villes de Dresde (Allemagne) et Istanbul (Turquie). Ce projet est censé bouleverser l'économie de la région, même si l'état des autoroutes roumaines qui y mènent est catastrophique. (…) (Andreea Neferu, *Ziarul Financiar*, in: www.courrierinternational.com, 20 juin 2013)

*** *** ***

INFRASTRUCTURES - Le pont Calafat-Vidin, mal en point

Le pont au-dessus du Danube qui relie la Roumanie à la Bulgarie a été inauguré il y a à peine quatre mois mais est déjà endommagé. La presse roumaine comme bulgare a évoqué ces derniers jours les nombreux trous qui parcourent le pont. Selon les spécialistes bulgares, ces crevasses proviendraient de fuites d'eau. Le ministre bulgare des Transports a indiqué qu'il n'existe aucune clause dans le contrat signé avec la compagnie espagnole FCC obligeant cette dernière à réparer les éventuels problèmes. Ce pont a coûté 282 millions d'euros, dont 106 millions investis par l'Union européenne. (www.lepetitjournal.com, Bucarest, 24 octobre 2013)

Représentations de l'OVR-Suisse à différentes rencontres

Tout au long de l'année, les membres du Comité – outre les réunions de comité proprement dites – ont représenté l'OVR-Suisse lors de différentes rencontres et manifestations. Comme chaque année et à la demande de plusieurs membres de l'association, voici un aperçu de leurs activités pour l'année 2013.

14 janvier	- Vevey – Hommage à Eminescu, organisé par la ville de Vevey, l'association Vevey-Goicea et l'Ambassade de Roumanie à Berne Représentants OVR : Christiane Béguin – Rose-Marie Koch – Pascal Praz
20 février	- Berne – Remise d'une distinction à OVR-CH à l'occasion des 150 ans de la diplomatie roumaine Représentants OVR : Rose-Marie Koch – Pascal Praz
22 février	- Prilly – Assemblée générale de l'association Prilly-Brăduț Représentante OVR : Rose-Marie Koch
22 mars	- Bucarest – Rencontre avec les représentants de l'Ambassade de Suisse Représentants OVR : Pascal Praz, Christophe Praz et Francisc Giurgiu
23 mars	- Bucarest – Rencontre avec les représentants de la FDSC pour faire le point sur la Contribution suisse Représentants OVR : Pascal Praz, Christophe Praz et Francisc Giurgiu
16 avril	- Plan-les-Ouates – Assemblée générale de l'association Sângeorgiu-Plan-les-Ouates Représentant OVR : Alain Nicola
10 mai	- Prilly – Service funèbre de Mme Reymond, association Prilly-Brăduț Représentante OVR : Rose-Marie Koch
15 mai	- Sierre : Récupération et chargement de lits provenant d'un EMS Représentante OVR : Christiane Béguin
31 mai	- Berne : Conférence annuelle de la DDC, « Coopération avec l'Europe de l'Est » Représentant OVR : Pascal Praz
31 mai & 1er juin	- Reghin (MS) : 20e anniversaire de la FAER Représentante OVR : Christiane Béguin
8 juin	- Crucea (SV) – Inauguration du centre de pompiers Représentants OVR : Christophe Praz, Pascal Praz, Vera et Hubert Rossel, Francisc Giurgiu
11 juin	- Buzău (BZ) – Inauguration des nouveaux locaux du Centre Culturel Francophone (CCF) Représentants OVR : Vera et Hubert Rossel
12 juin	- Deda (MS) – Rencontre avec les responsables du SVSU de Deda Représentants OVR : Pascal Praz et Christophe Praz
25 août-4 septembre	- Tournée en Roumanie du chanteur suisse Marc Aymon Représentants OVR : Pascal Praz et Francisc Giurgiu
26 août	- Bucarest – Soirée-concert organisée par OVR, en présence des partenaires de nos actions (Ambassade de Suisse, FDSC, IGSU, etc.) Représentants OVR : Pascal Praz et Francisc Giurgiu
27 août	- Bucarest – Rencontre avec le responsable du Bureau de coopération Représentants OVR : Pascal Praz et Francisc Giurgiu - Buzău (BZ) – Rencontre avec les représentants du Conseil de județ Représentants OVR : Pascal Praz et Francisc Giurgiu
28 août	- Adjud (VN) – Rencontre avec la direction de l'hôpital (partenaire de la Commission santé) Représentants OVR : Pascal Praz et Francisc Giurgiu
31 août	- Deda (MS) – Soirée de l'amitié Suisse-Roumanie, organisée par la la mairie de Deda et l'ISU de Mureş Représentants OVR : Pascal Praz et Francisc Giurgiu
20-21 septembre	- Oltina (CT) – Dotation de matériel complémentaire pour le SVSU d'Oltina Représentants OVR : Christiane & Pierre-Daniel Béguin, Francisc Giurgiu
24 septembre	- Sion – chargement d'un camion de matériel pompiers Représentant OVR : Pascal Praz
26 septembre	- Sierre – récupération de lits dans des EMS Représentante OVR : Christiane Béguin
1er & 2 novembre	- Nendaz – Comité de pilotage pour le projet "Pompiers" Représentants OVR : Pascal Praz, Christophe Praz et Francisc Giurgiu
22 novembre	- Nendaz – Assemblée générale de l'Association Nendaz-Gherla Représentants OVR : Christiane Béguin, Hubert & Vera Rossel

25 novembre	- Berne – Fête nationale de la Roumanie, organisée par l'Ambassade de Roumanie Représentants OVR : Hubert & Vera Rossel
3 décembre	- Cluj (CJ) – Séance de travail avec l'ISU Représentant OVR : Pascal Praz
11 décembre	- Berne – Présentation du programme 2014 de la DDC/Europe de l'Est Représentante OVR : Rose-Marie Koch

Il est à relever que les membres du Comité ont assumé personnellement les frais de tous leurs déplacements et d'hébergement, tant en Suisse qu'à l'étranger. Ces frais de représentation se montent à plus de CHF 8 000.-. Il en est de même pour les frais inhérents au Secrétariat, ainsi que pour les traductions et le montage du *Réseau*, effectués bénévolement.

Site Internet - *Un régime de croisière*

Comme chaque année à cette période, nous vous présentons un bilan de la fréquentation de notre site Internet. Les personnes qui le consultent régulièrement savent qu'il suit l'actualité des informations que nous recevons de nos différents partenaires, membres ou non de notre association. Il est à déplorer, cependant, que *nos* membres ne l'alimentent pas davantage par les divers éléments qu'ils pourraient communiquer à d'autres associations. Dommage qu'il n'y ait pas plus de communications, chacun aurait à y gagner !…

Nous n'allons pas entrer dans tous les détails présentés l'année passée, mettant en évidence les différentes rubriques et leur taux de consultation. La raison principale en est qu'il n'y a pas beaucoup de modifications à y apporter, preuve qu'un régime de croisière a été atteint. Le site répond aux attentes de ceux qui le consultent et certains le fréquentent très souvent pour trouver des renseignements ponctuels.

Le nombre de visites (2 169) est en augmentation de près de 20 %, ainsi que le nombre de visiteurs (1 659, soit + 27 %), ce qui est une bonne nouvelle. La proportion de personnes fidèles revenant régulièrement est restée stable (près du quart des consultations) et le nombre moyen de pages visitées (plus de 4), ainsi que la durée moyenne de visite (près de 3 minutes) sont fort semblables à l'an passé aussi. Cela signifie, en pratique – avec l'analyse des autres paramètres non repris ici – qu'il y a moins de consultations « perdues » et que les recherches sont beaucoup plus ciblées.

Si le nombre absolu de visiteurs est en augmentation partout, c'est dans l'origine des consultations que les changements sont les plus marqués. Celles qui viennent de Suisse restent, bien entendu, les plus importantes, avec près des deux-tiers des consultations (63,5 %) ; elles sont toutefois en légère baisse par rapport à l'an passé (70,1 %). La fréquentation roumaine est toujours légèrement inférieure à 10 % (8,4 % cette année, contre 9,6 % l'an passé). Par contre, de France, la fréquentation a crû de 11,1 % à 14,3 % et, de Belgique, le taux est passé de 3,7 % à 4,3 %. On constate donc que le rythme d'accroissement a fort changé suivant les pays d'origine. En Suisse, il est de 8 % et, en Roumanie, de 2,5 %. Mais il est de 40 % pour la Belgique et de 53 % pour la France ! Il faut mettre ces chiffres en parallèle avec l'augmentation des actions communes avec l'association belge Partenariat Villages Roumains (PVR), et avec l'intérêt marqué par certains responsables français d'OVR-Solidarité pour nos activités. Parmi les autres pays d'origine des consultations, on relève, comme l'an passé, la part prépondérante de l'Algérie, du Canada, de la Côte d'Ivoire et de l'Allemagne. Il ne peut pas s'agir d'un hasard…

Il ne se passe pratiquement pas de jour sans que le site soit consulté par l'une ou l'autre personne et les périodes où il est « assailli » correspondent toujours à celles qui suivent la parution de la présente publication *Le Réseau*. Ce n'est pas un hasard non plus!

Hubert ROSSEL

http://2.bp.blogspot.com

Tous les membres du Comité OVR-Suisse

vous présentent leurs meilleurs vœux

pour la nouvelle année qui s'annonce !

Le prochain numéro du *Réseau* paraîtra en avril 2014. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 mars au plus tard. Merci !